Numéro du rôle : 4125
Arrêt n° 49/2008 du 13 mars 2008

A R R E T

En cause : le recours en annulation totale ou partielle des articles 5, 7, 11, 15, 16, 17, 19, 21 et 25 de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, et des articles 87 à 91, 98, 103 et 105 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II), introduit par l'ASBL « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) » et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, et, conformément à l'article 60*bis* de la loi spéciale du 6 janvier 1989, du président émérite A. Arts, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* * *

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 18 janvier 2007 et parvenue au greffe le 19 janvier 2007, un recours en annulation totale ou partielle des articles 5, 7, 11, 15, 16, 17, 19, 21 et 25 de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction (publiée au *Moniteur belge* du 19 juillet 2006, deuxième édition) et des articles 87 à 91, 98, 103 et 105 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II) (publiée au *Moniteur belge* du 28 décembre 2006, troisième édition) a été introduit par l'ASBL « Défense des Enfants – International – Belgique – Branche francophone (D.E.I. Belgique) », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue Marché aux Poulets 30, et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », dont le siège social est établi à 1190 Bruxelles, chaussée d'Alseberg 303.

Des mémoires ont été introduits par :

- l'ASBL « Liga voor Mensenrechten », dont le siège social est établi à 9000 Gand, Van Stopenberghestraat 2;
- le Conseil des ministres;
- le Gouvernement de la Communauté française.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse et le Conseil des ministres et l'ASBL « Liga voor Mensenrechten » ont également introduit des mémoires en réplique.

A l'audience publique du 4 octobre 2007 :

- ont comparu :
 - . Me J. Fierens, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;
 - . Me A. de Terwangne, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;
 - . Me M. Mareschal *loco* Me D. Gérard et Me A. Feyt, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs J.-P. Snappe et L. Lavrysen ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. Les dispositions attaquées

Les parties requérantes demandent l'annulation, totale ou partielle, de plusieurs dispositions de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, d'une part, et de deux dispositions de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II), d'autre part.

Les parties requérantes poursuivent l'annulation :

1. de l'article 5 de la loi du 13 juin 2006 précitée, qui insère un article 29*bis* dans la loi du 8 avril 1965 « relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait », et de l'article 87 de la loi du 27 décembre 2006 précitée qui le modifie. L'article 29*bis* ainsi modifié dispose :

« Lorsque le tribunal de la jeunesse a déclaré établi un fait qualifié infraction pour lequel un mineur était poursuivi, il peut, sur réquisition du ministère public ou d'office, ordonner aux personnes qui exercent l'autorité parentale sur ce mineur d'accomplir un stage parental, s'ils manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard du comportement délinquant de ce dernier, et que ce désintérêt contribue aux problèmes du mineur. Ce stage parental peut uniquement être ordonné en tant que mesure complémentaire à une mesure imposée au mineur par le juge de la jeunesse s'il peut être bénéfique pour le mineur délinquant lui-même »;

2. des mots « 3° la gravité des faits », des mots « les dommages et les conséquences pour la victime » et des mots « 6° la sécurité publique » insérés par l'article 7, 1°, de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 37, § 1er, nouveau, de la loi du 8 avril 1965 précitée. La partie intervenante, l'ASBL « Liga voor Mensenrechten », demande aussi l'annulation des mots, ci-après mis en italique, du dernier alinéa de l'article 7, 1°, de la loi du 13 juin 2006 qui dispose :

« *La disponibilité des moyens de traitement, des programmes d'éducation ou de toutes autres ressources envisagées* et le bénéfice qu'en retirerait l'intéressé sont également pris en compte »;

3. des mots « de façon cumulative » insérés par l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 37, § 2, nouveau, de la loi du 8 avril 1965 précitée;

4. des mots « 5° leur imposer de suivre un traitement ambulatoire auprès d'un service psychologique ou psychiatrique, d'éducation sexuelle ou d'un service compétent dans le domaine de l'alcoolisme ou de la toxicomanie; le juge de la jeunesse peut accepter que le traitement soit entamé ou continué chez un médecin psychiatre, un psychologue ou un thérapeute qui lui sera proposé par la personne qui lui est déférée, ou par ses représentants légaux », des mots « 6° les confier à une personne morale proposant l'encadrement de la réalisation d'une prestation positive consistant soit en une formation soit en la participation d'une activité organisée », des mots « 9° les placer dans un service hospitalier » et des mots « 10° décider le placement résidentiel dans un service compétent en matière d'alcoolisme, de toxicomanie ou de toute autre dépendance, si un rapport médical circonstancié, datant de moins d'un mois, atteste que l'intégrité physique ou psychique de l'intéressé ne peut être protégée d'une autre manière », insérés par l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 37, § 2, nouveau de la loi du 8 avril 1965 précitée;

5. des mots « Seules les mesures visées à l'alinéa 1er, 1°, 2° et 3°, peuvent être ordonnées à l'égard des personnes de moins de douze ans », insérés par l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 37, § 2, nouveau de la loi du 8 avril 1965 précitée, et de l'article 88 de la loi du 27 décembre 2006 précitée qui dispose :

« A l'article 7, 2°, de la même loi, l'article 37, § 2, alinéa 2, première phrase, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, est complété par les mots ' déférées du chef d'un fait qualifié infraction '. »;

6. des mots « Le tribunal peut assortir la mesure de placement d'un sursis pour une durée de 6 mois à compter de la date du jugement, pour autant que l'intéressé s'engage à effectuer une prestation éducative et

d'intérêt général à raison de 150 heures au plus », insérés par l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 37, § 2, nouveau de la loi du 8 avril 1965 précitée;

7. des mots « 8° ne pas exercer une ou plusieurs activités déterminées au regard des circonstances de l'espèce; 9° le respect d'une interdiction de sortir; 10° respecter d'autres conditions ou interdictions ponctuelles que le tribunal détermine », insérés par l'article 7, 3°, de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 37, § 2*bis*, nouveau de la loi du 8 avril 1965 précitée;

8. de la phrase « Si le projet n'a pas été exécuté ou a été exécuté de manière insuffisante, le tribunal peut ordonner une autre mesure lors d'une audience ultérieure » contenue dans le paragraphe 2*ter* inséré par l'article 7, 4°, de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 37 nouveau de la loi du 8 avril 1965 précitée;

9. des mots « 2° soit ont commis un fait qualifié coups et blessures » contenus dans le paragraphe 2*quater* inséré par l'article 7, 5°, de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 37 nouveau de la loi du 8 avril 1965 précitée;

10. de l'article 11 de la loi du 13 juin 2006 précitée et de l'article 89 de la loi du 27 décembre 2006 précitée qui le modifie. L'article 11 modifié de la loi du 13 juin 2006 est ainsi libellé :

« Un article 45*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

' Art. 45*bis*. — Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale sur le mineur qui déclare ne pas nier avoir commis un fait qualifié infraction manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard du comportement délinquant de ce dernier, et que ce désintérêt, qui contribue aux problèmes du mineur, le procureur du Roi peut leur proposer d'accomplir un stage parental. Ce stage parental peut uniquement être proposé s'il peut être bénéfique pour le mineur délinquant lui-même. ' »;

11. des articles 90 et 91 de la loi du 27 décembre 2006 précitée, qui disposent :

« Art. 90. A l'article 13 de la même loi, le mot ' présumée ' est remplacé par le mot ' soupçonnée d' ' dans l'article 45*quater*, § 2, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Art. 91. A l'article 13 de la même loi, les mots ' l'auteur du fait qualifié infraction ' sont remplacés par les mots ' la personne visée à l'article 36, 4°, ' dans l'article 45*quater*, § 3, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait »;

12. des mots « Le juge d'instruction peut néanmoins avoir un entretien particulier avec l'intéressé » insérés par l'article 15 de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 49, alinéa 2, nouveau de la loi du 8 avril 1965 précitée;

13. de l'article 16, 2° et 3°, de la loi du 13 juin 2006 précitée, qui dispose :

« A l'article 51 de la même loi, modifié par les lois du 21 mars 1969, 2 février 1994 et 24 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

[...]

2° le § 2 nouveau, alinéa 3, est remplacé par l'alinéa suivant :

' Dans les autres matières, si, sur l'invitation à comparaître, l'intéressé ou les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard du mineur ne comparaissent pas et que ces personnes ne peuvent justifier leur non-comparution, elles peuvent être condamnées, par le tribunal de la jeunesse, à une amende d'un euro à cent cinquante euros. ' »;

3° l'article 51, § 2, est complété par l'alinéa suivant :

‘ Les personnes visées à l'alinéa 3 qui ont été condamnées à une amende et qui, sur une seconde invitation à comparaître, produisent devant le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse des excuses légitimes, peuvent, sur avis du ministère public, être déchargées de l'amende. ’ »;

14. de l'alinéa ainsi rédigé, introduit à l'article 52 de la loi du 8 avril 1965 précitée par l'article 17, 1°, de la loi du 13 juin 2006 précitée :

« Il peut soit le laisser dans son milieu de vie et le soumettre, le cas échéant, à la surveillance prévue à l'article 37, § 2, alinéa 1er, 2°, ou à une condition énumérée à l'article 37, § 2bis, excepté 2° et 3°, soit prendre provisoirement une des mesures prévues à l'article 37, § 2, alinéa 1er, 7° à 11°, le cas échéant de façon cumulative »;

15. des alinéas ainsi rédigés, introduits à l'article 52 de la loi du 8 avril 1965 précitée par l'article 17, 1°, de la loi du 13 juin 2006 précitée :

« Ces mesures provisoires ne peuvent être prises que pour une durée aussi brève que possible, lorsqu'il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que la finalité de la mesure provisoire ne peut être atteinte d'une autre manière.

Aucune mesure provisoire ne peut être prise en vue d'exercer une sanction immédiate ou toute autre forme de contrainte »;

16. de l'article 19 de la loi du 13 juin 2006 précitée, ainsi libellé :

« A l'article 52^{quater}, l'alinéa 2 de la même loi, inséré par la loi du 2 février 1994, est remplacé par l'alinéa suivant :

‘ Cette décision ne peut être prise que si les conditions suivantes sont réunies :

1° il existe des indices sérieux de culpabilité;

2° l'intéressé a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;

3° il existe de sérieuses raisons de craindre que l'intéressé, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers. ’ »;

17. de l'article 98 de la loi du 27 décembre 2006 précitée, ainsi libellé :

« L'article 52^{quater}, alinéa 3, de la même loi, est remplacé par les alinéas suivants :

‘ En outre, les sorties de l'intéressé de l'établissement sont soumises aux conditions suivantes :

1° les sorties de l'établissement pour des comparutions judiciaires des besoins médicaux ou pour assister aux funérailles en Belgique en cas de décès d'un membre de la famille jusqu'au deuxième degré inclus, ne nécessitent pas une autorisation du juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse. Par contre, l'établissement informe le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse préalablement par voie de télécopie de toute sortie dans ce sens. Le Roi peut par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres élargir cette règle à d'autres types de sorties;

2° les types de sorties décrites dans le projet pédagogique que l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse communique au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse avec mention des types d'encadrement par type de sorties, peuvent être interdites par le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse par décision motivée pour une ou plusieurs des raisons décrites à l'alinéa 4. L'interdiction peut également ne porter que sur certains types d'activités et peut être liée à un encadrement insuffisant;

3° les sorties dans le cadre d'activités ne faisant pas explicitement partie du projet pédagogique de l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse font l'objet d'une demande au cas par cas auprès du juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse en précisant le type d'encadrement prévu. La demande est faite au plus tard cinq jours ouvrables avant le début de l'activité. Le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse se prononce dans un délai de quatre jours ouvrables. Copie de la demande est sans délai communiquée au ministère public par le greffe.

La décision du juge ou du tribunal de la jeunesse est notifiée par voie de télécopie à l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse. Copie de la décision est communiquée dans les 24 heures au ministère public par le greffe. En cas d'interdiction de sortir de l'établissement, le juge ou le tribunal de la jeunesse mentionne les motifs de cette interdiction qui sont basés sur une ou plusieurs des raisons suivantes :

1° l'intéressé a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que l'intéressé, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers;

3° l'intérêt d'une victime ou de son entourage nécessite cette interdiction. Le juge de la jeunesse ou tribunal de la jeunesse peut demander au service d'accueil aux victimes de rédiger une fiche victimes.

L'appel du ministère public contre une sortie mentionné à l'alinéa 3, 2° ou 3° est suspensif durant les quinze jours qui suivent l'acte d'appel. L'appel contre une sortie mentionnée à l'alinéa 3, 2°, doit être interjeté dans un délai de quarante-huit heures, qui court à compter de la communication de la décision du juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse de confier le jeune à une institution communautaire publique de protection de la jeunesse, en régime éducatif fermé. Le ministère public en informe sans délai l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse concernée.

Le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse peut, en tout temps, soit d'office, soit à la demande du ministère public, modifier la décision mentionnée à l'alinéa 3, 2° et 3°. » »;

18. de l'article 21 de la loi du 13 juin 2006 précitée, ainsi libellé :

« Un article *57bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

‘ Art. *57bis*. — § 1er. Si la personne déférée au tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction était âgée de seize ans ou plus au moment de ce fait et que le tribunal de la jeunesse estime inadéquate une mesure de garde, de préservation ou d'éducation, il peut, par décision motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de poursuite devant, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un délit ou crime correctionnalisable, une chambre spécifique au sein du tribunal de la jeunesse qui applique le droit pénal commun et la procédure pénale commune, s'il y a lieu, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable, la juridiction compétente en vertu du droit commun, s'il y a lieu. Le tribunal de la jeunesse ne peut toutefois se dessaisir que si en outre une des conditions suivantes est remplie :

- la personne concernée a déjà fait l'objet d'une ou de plusieurs mesures visées à l'article 37, § 2, § *2bis* ou § *2ter* ou d'une offre restauratrice telle que visée aux articles *37bis* à *37quinquies*;

- il s'agit d'un fait visé aux articles 373, 375, 393 à 397, 400, 401, *417ter*, *417quater*, 471 à 475 du Code pénal ou de la tentative de commettre un fait visé aux articles 393 à 397 du Code pénal.

La motivation porte sur la personnalité de la personne concernée et de son entourage et sur le degré de maturité de la personne concernée.

La présente disposition peut être appliquée même lorsque l'intéressé a atteint l'âge de dix-huit ans au moment du jugement. Il est dans ce cas assimilé à un mineur pour l'application du présent chapitre.

§ 2. Sans préjudice de l'article 36*bis*, le tribunal de la jeunesse ne peut se dessaisir d'une affaire en application du présent article qu'après avoir fait procéder à l'étude sociale et à l'examen médicopsychologique prévus à l'article 50, alinéa 2.

L'examen médico-psychologique a pour but d'évaluer la situation en fonction de la personnalité de la personne concernée et de son entourage, ainsi que du degré de maturité de la personne concernée. La nature, la fréquence et la gravité des faits qui lui sont reprochés, sont prises en considération dans la mesure où elles sont pertinentes pour l'évaluation de sa personnalité. Le Roi fixe les modalités selon lesquelles l'examen médico-psychologique doit avoir lieu.

Toutefois,

1° le tribunal de la jeunesse peut se dessaisir d'une affaire sans disposer du rapport de l'examen médicopsychologique, lorsqu'il constate que l'intéressé se soustrait à cet examen ou refuse de s'y soumettre;

2° le tribunal de la jeunesse peut se dessaisir d'une affaire sans devoir faire procéder à une étude sociale et sans devoir demander un examen médico-psychologique, lorsqu'une mesure a déjà été prise par jugement à l'égard d'une personne de moins de dix-huit ans en raison d'un ou plusieurs faits visés aux articles 323, 373 à 378, 392 à 394, 401 et 468 à 476 du Code pénal, commis après l'âge de seize ans, et que cette personne est à nouveau poursuivie pour un ou plusieurs de ces faits commis postérieurement à la première condamnation. Les pièces de la procédure antérieure sont jointes à celles de la nouvelle procédure;

3° le tribunal de la jeunesse statue dans les mêmes conditions sur la demande de dessaisissement à l'égard d'une personne de moins de dix-huit ans qui a commis un fait qualifié crime punissable d'une peine supérieure à la réclusion de vingt ans, commis après l'âge de seize ans et qui n'est poursuivi qu'après qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans.

§ 3. Le tribunal de la jeunesse ne peut se dessaisir d'une affaire que dans le respect de la procédure suivante.

Dès le dépôt au greffe de l'étude sociale et de l'examen médicopsychologique, le juge de la jeunesse communique, dans les trois jours ouvrables, le dossier au procureur du Roi. Lorsqu'en application du § 2, alinéa 3, 1°, un examen médico-psychologique n'est pas requis, le tribunal communique le dossier au procureur du Roi dans les trois jours ouvrables du dépôt au greffe de l'étude sociale. Lorsqu'en application du § 2, alinéa 3, 2° et 3°, le tribunal peut statuer sans devoir faire procéder à une étude sociale et sans devoir demander un examen médico-psychologique, il communique le dossier sans délai au procureur du Roi.

Celui-ci cite les personnes visées à l'article 46 dans les trente jours de la réception du dossier en vue de la plus prochaine audience utile. La citation doit mentionner qu'un dessaisissement est requis. Le tribunal statue sur le dessaisissement dans les trente jours ouvrables de l'audience publique.

En cas d'appel, le procureur général dispose d'un délai de vingt jours ouvrables à dater de la fin du délai d'appel pour citer devant la chambre de la jeunesse de la cour d'appel. Cette chambre statue sur le dessaisissement dans les quinze jours ouvrables de l'audience.

§ 4. A dater de la citation en dessaisissement, l'intéressé confié à une institution visée à l'article 37, § 2, alinéa 1er, 8°, en régime éducatif fermé peut être transféré à la section éducation d'un centre fédéral fermé pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction. Ce transfert ne peut avoir lieu que sur décision du juge de la jeunesse, cette décision étant spécialement motivée quant aux circonstances particulières.

Les jugements qui ordonnent le placement visé à l’alinéa 1er sont susceptibles d’appel selon la procédure visée à l’article 52*quater*, alinéas 6, 7 et 8.

Le tribunal de la jeunesse qui n’ordonne pas le dessaisissement met immédiatement fin au placement dans le centre fédéral fermé pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et prend à l’égard de l’intéressé toute autre mesure qu’il juge utile.

§ 5. Toute personne qui a fait l’objet d’une décision de dessaisissement prononcée en application du présent article devient, à compter du jour où cette décision est devenue définitive, justiciable de la juridiction ordinaire pour les poursuites relatives aux faits commis après le jour de la citation de dessaisissement.

§ 6. A la suite d’une décision de dessaisissement ordonnée en application de la présente disposition, le tribunal de la jeunesse ou, le cas échéant, la chambre de la jeunesse de la cour d’appel, transmet sans délai au ministère public l’intégralité du dossier de la personne concernée en vue de le joindre, en cas de poursuite, au dossier répressif. ’ »;

19. de l’article 25 de la loi du 13 juin 2006 précitée, ainsi libellé :

« L’article 85 de la même loi, abrogé par la loi du 10 août 2005, est rétabli dans la rédaction suivante :

‘ Le tribunal de la jeunesse peut condamner à un emprisonnement d’un à sept jours et à une amende d’un euro à vingt-cinq euros ou à une de ces peines seulement, les personnes investies de l’autorité parentale à l’égard du mineur ayant commis un fait qualifié infraction qui manifestent un désintérêt caractérisé à l’égard de la délinquance de ce dernier et qui refusent d’accomplir le stage parental visé à l’article 29*bis*, ou qui ne collaborent pas à son exécution. ’ »;

20. de l’article 103 de la loi du 27 décembre 2006 précitée, ainsi libellé :

« L’article 6, § 2, de la loi du 1er mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, est complété par les alinéas suivants :

‘ Copie de l’avis de la direction du Centre et de l’autorisation est, dès réception et sans délai, communiquée par le greffe au ministère public.

Les sorties de l’établissement pour des comparutions judiciaires des besoins médicaux ou pour assister aux funérailles en Belgique en cas de décès d’un membre de la famille jusqu’au deuxième degré inclus, ne nécessitent pas une autorisation du juge de la jeunesse ou du juge d’instruction. Le Roi peut élargir cette règle à d’autres types de sorties.

Si le tribunal de la jeunesse ou le juge d’instruction refuse l’autorisation demandée en vue de quitter le centre, il mentionne les motifs de cette interdiction qui sont basés sur une ou plusieurs des raisons suivantes :

1° l’intéressé a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que l’intéressé commette de nouveaux faits qualifiés infraction, se soustraie à l’action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers;

3° l’intérêt d’une victime ou de son entourage nécessite cette interdiction. Le juge de la jeunesse ou le juge d’instruction peut demander au service d’accueil aux victimes de rédiger une fiche victimes. ’ »;

21. de l’article 105 de la loi du 27 décembre 2006 précitée, ainsi libellé :

« L’article 8, alinéa 2, de la même loi est complété comme suit :

‘ Par contre, l’appel contre une autorisation de sortie du centre est suspensif durant les quinze jours qui suivent l’acte d’appel. ’ ».

III. *En droit*

- A -

Au fond

En ce qui concerne le stage parental

Position des parties requérantes

A.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 5 de la loi du 13 juin 2006 précitée qui permet au juge d'imposer, d'office ou à la réquisition du parquet, un stage parental, ainsi que de l'article 11 de la même loi et de l'article 89 de la loi du 27 décembre 2006 qui permettent au procureur du Roi de proposer aux personnes qui exercent l'autorité parentale sur un mineur d'accomplir le stage parental.

Un premier moyen est pris de la violation de l'article 5, § 1er, II, 1^o, 2^o et 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Ces dispositions confient aux communautés la compétence de régler par décret ce qui concerne la politique familiale, en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants, la politique d'aide sociale et la protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale et la protection judiciaire sous réserve de certaines exceptions que les parties requérantes rappellent. Pour tenter de justifier la compétence fédérale, le « stage parental » a été présenté par le Gouvernement comme une sanction à l'égard des parents. Pour les parties requérantes, il s'agit d'une mesure qui est une forme d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants, ou une mesure d'aide sociale. Le Gouvernement s'est inspiré d'une recommandation du Conseil de l'Europe qui n'évoque en rien, selon les parties requérantes, un caractère répressif à l'égard des parents mais s'exprime en termes d'aide, de soutien, de conseil et d'accompagnement. Les parties requérantes rappellent aussi que la section de législation du Conseil d'Etat avait relevé que la question de la compétence de l'Etat fédéral se posait à l'égard de « la plupart des dispositions du projet ». Sauf à démontrer par les auteurs du projet que, « bien qu'il vise directement les parents, le stage parental est en fait une mesure qui peut également bénéficier au mineur délinquant ». Dans ce cas, poursuivait le Conseil d'Etat, il pourrait être admis que cette mesure entre dans le champ des compétences fédérales. La circonstance que le législateur fédéral se contente de renvoyer à un hypothétique accord de coopération avec les communautés indique à suffisance, selon les parties requérantes, que le stage parental empiète consciemment sur les compétences de celles-ci. De toute façon, un accord de coopération ne saurait contenir des règles relatives à des matières qui relèvent à la fois indistinctement de la compétence de l'Etat fédéral et des communautés. Il ne peut porter que sur des matières qui relèvent de l'exercice conjoint de compétences propres. Et les parties requérantes d'ajouter, dans leur mémoire en réponse, qu'il est significatif que le mémoire du Gouvernement de la Communauté française soit muet sur la question du stage parental.

A.1.2. Un deuxième moyen est pris de la violation des articles 6.1 et 6.3 de la Convention européenne des droits de l'homme et du principe général de droit de la personnalité de la peine, lus à travers les articles 10 et 11 de la Constitution. Le stage parental serait une sanction du comportement des personnes exerçant l'autorité parentale à l'égard d'un mineur. Or, aux termes de la disposition attaquée, le stage parental pourrait être ordonné d'office par le tribunal, c'est-à-dire sans réquisition du ministère public. Ceci n'assurerait donc pas au procès un caractère contradictoire. Si, dans la logique du Conseil des ministres, le stage parental est nécessairement répressif et dissuasif à l'égard des parents, il entre dans le champ d'application de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

A.1.3. Un troisième moyen est pris de la violation de l'article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme et du principe de la légalité de la peine lu à travers les articles 10 et 11 de la Constitution. Le principe de la personnalité de la peine est clairement violé, selon les parties requérantes, les personnes exerçant l'autorité parentale sur un mineur étant pénalement sanctionnées, de manière indirecte mais certaine et nécessaire, pour un fait commis par ce dernier. Si la disposition attaquée se contentait, comme le soutient le Conseil des ministres, de sanctionner le comportement spécifique des parents, le stage parental devrait pouvoir

être imposé par le tribunal indépendamment de la déclaration d'établissement des faits qualifiés infraction dans le chef du mineur.

A.1.4. Un quatrième moyen est pris de la violation de l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, lu à travers les articles 10 et 11 de la Constitution, et de la violation de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

Dans une première branche, les requérantes constatent que si le tribunal de la jeunesse reçoit le pouvoir d'apprécier le désintérêt des parents, érigé en infraction et frappé d'une sanction, il devra nécessairement prendre en considération les éventuels comportements des personnes exerçant l'autorité parentale à l'égard du mineur concerné, et ce, antérieurement à la mise en vigueur des dispositions attaquées. En soutenant que le législateur n'a pas « voulu » donner un effet rétroactif aux dispositions relatives au stage parental, le Conseil des ministres fait une concession qui en arrive, selon les parties requérantes, à vider de son sens même la norme critiquée.

Dans une seconde branche, les requérantes observent que ni le contenu de la sanction que constitue le stage parental, indépendamment même des modalités de sa mise en œuvre, ni les indices du « désintérêt caractérisé requis », ni la notion de « problèmes du mineur » ne sont, même sommairement, déterminés par la loi. Les dispositions attaquées sont manifestement trop floues et ne peuvent qu'être laissées à la seule appréciation discrétionnaire du juge du fond, ce qui est contraire aux dispositions visées au moyen.

A.1.5. Un cinquième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément, de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, lu à travers les articles 10 et 11 de la Constitution, et de l'article 22 de la Constitution.

Le Conseil des ministres prétend qu'en tant qu'il invoque les articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément, le moyen est irrecevable au motif qu'il n'appartient pas à la Constitution de définir elle-même les catégories à comparer. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes précisent que les catégories en question sont, d'une part, les personnes à qui le stage parental serait infligé et, d'autre part, celles à qui il ne le serait pas.

Le stage parental, poursuivent les requérantes, est une mesure d'ingérence dans la vie privée et familiale, manifestement disproportionnée par rapport au but que le législateur s'est assigné. En outre, il est aussi une mesure disproportionnée en ce sens que les moyens de sa mise en œuvre n'existent pas.

Position du Conseil des ministres

A.2.1. Le Conseil des ministres soutient que l'article 5, § 1er, II, 1^o, 2^o et 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles n'est pas violé par l'article 5 de la loi du 13 juin 2006 précitée. Le stage parental, en effet, constitue une sanction qui poursuit un objectif de sécurité publique et constitue donc une réponse sanctionnelle à un comportement de désintérêt caractérisé à l'égard de la délinquance des jeunes dont les personnes concernées ont la responsabilité. Cette compétence revient au législateur fédéral, qui a d'ailleurs conclu, le 13 décembre 2006, un accord de coopération avec les trois communautés et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement du stage parental.

Si la Cour devait estimer que la mesure litigieuse ne peut être considérée comme une mesure prise en application de l'article 5, § 1er, II, 6^o, d), de la loi spéciale du 8 août 1980, il conviendrait alors de constater que l'autorité fédérale reste compétente en la matière en vertu de l'article 35 de la Constitution, dès lors qu'en adoptant les mesures litigieuses, le législateur entend poursuivre un objectif de sécurité publique.

A.2.2. Sur le deuxième moyen, le Conseil des ministres estime que c'est à tort que les parties requérantes considèrent que le stage parental serait contraire aux articles 6.1 et 6.3 de la Convention européenne des droits de l'homme dans la mesure où lorsqu'il est prononcé d'office par le juge de la jeunesse, il ne le serait pas au terme d'un procès équitable. Lorsque le tribunal entend ordonner d'office un stage parental, il doit inviter les parties concernées à se prononcer sur la sanction envisagée.

A.2.3. Le troisième moyen, tiré de la violation de l'article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, n'est pas davantage fondé dans la mesure où le stage parental sanctionne bien un comportement spécifique adopté par les parents et qui est jugé inacceptable par le législateur dès lors qu'il a pour conséquence d'encourager la délinquance des enfants à l'égard desquels les personnes concernées exercent l'autorité parentale. Le principe de la personnalité de la peine ne saurait donc être violé, selon le Conseil des ministres.

A.2.4. C'est à tort que les parties requérantes invoquent la violation par la disposition litigieuse de l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme : le législateur n'a pas indiqué vouloir assortir les dispositions attaquées d'un effet rétroactif. Dès lors, dans la mesure où le stage parental constitue une sanction pour une négligence jugée fautive, les comportements à prendre en considération pour l'application des dispositions litigieuses seront forcément limités à ceux qui ont été adoptés postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi. Quant à la seconde branche du moyen, elle n'est pas non plus fondée, estime le Conseil des ministres. Les termes employés par la disposition attaquée sont suffisamment précis pour ne pas laisser au juge une marge d'appréciation trop grande et ils permettent à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci sera ou non susceptible d'être sanctionné par un stage parental.

Dans son mémoire en réponse, et à titre subsidiaire, si la Cour devait estimer que la norme attaquée n'est pas suffisamment précise, le Conseil des ministres entend attirer l'attention sur ce que l'accord de coopération, conclu en la matière entre l'autorité fédérale et les communautés, a fait l'objet d'une loi d'assentiment adoptée en séance plénière le 20 avril 2007 et soumise à la sanction royale. Cet accord de coopération, qui a valeur législative, prévoit en ses articles 3 à 5 à qui s'adresse le stage parental, et quand et par qui il est proposé ou imposé. Les dispositions de cet accord de coopération sont suffisamment précises et répondent plus qu'il ne faut aux exigences du principe de légalité, estime le Conseil des ministres.

A.2.5. Le cinquième moyen, en ce qu'il est pris de la violation directe des articles 10 et 11 de la Constitution, est irrecevable à défaut d'identifier les catégories comparées. Pour le surplus, il faut considérer, estime le Conseil des ministres, que la mesure critiquée est pertinente et proportionnée à l'objectif poursuivi et que, poursuivant un objectif de sécurité publique, elle ne constitue pas une ingérence abusive dans la vie privée.

Dans son mémoire en réponse, le Conseil des ministres soutient que l'exposé des motifs explique à suffisance le sens et l'objectif du stage parental. De plus, l'accord de coopération dont le contenu est exposé dans le cadre du moyen précédent démontre à suffisance que le contenu de la mesure est désormais fixé légalement.

Position de la partie intervenante, l'ASBL « Liga voor Mensenrechten »

A.3. La partie intervenante considère que le stage parental constitue une sanction et qu'il tombe dans le champ d'application de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle estime que le juge pouvant le prononcer d'office, il y a dans son chef une apparence de partialité, de sorte que l'article 6.1 de cette Convention, lu en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution, est, selon elle, violé. De même, elle estime que les articles 6.2 et 7 de la Convention européenne des droits de l'homme, lus en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution, sont violés dans la mesure où le comportement sanctionnable n'est pas suffisamment précisé dans la disposition attaquée. Ni le contenu ni la durée du stage parental ne sont précisés dans la disposition en cause.

Dans son mémoire en réponse, la partie intervenante considère que le Conseil des ministres ne répond pas à l'objection de l'apparence de partialité à propos de la possibilité pour le juge d'imposer d'office le stage parental. Elle cite à l'appui de ceci l'arrêt rendu le 22 juin 2000 par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Coeme c. Belgique*, §§ 121 et 122.

En ce qui concerne la violation des articles 6.2 et 7 de la Convention européenne des droits de l'homme lus en combinaison avec les articles 10, 11 et 12 de la Constitution, la partie intervenante fait observer, dans son mémoire en réponse, que quand bien même ce ne seraient pas, selon le Conseil des ministres, les parents qui seraient sanctionnés en raison du comportement de leurs enfants, des parents qui se seraient sérieusement soustraits à leur devoir d'éducation mais dont les enfants n'auraient pas été attirés devant le tribunal de la jeunesse, de tels parents ne sauraient être condamnés à suivre un stage parental. Aussi longtemps que le stage

parental sera prononcé à la suite de la commission d'un fait qualifié infraction par un mineur, il faudra considérer le stage parental comme une sanction prononcée contre les parents en raison du comportement fautif de l'enfant mineur.

En ce qui concerne les critères d'objectivation donnés aux tribunaux de la jeunesse et, notamment, la « gravité des faits », les « dommages et conséquences pour la victime » et la « sécurité publique », ainsi que le dernier alinéa inséré par l'article 7, 1^o, de la loi du 13 juin 2006 dans l'article 37, § 1er, de la loi du 8 avril 1965

Position des parties requérantes

A.4. Un moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément, ainsi que, lus à travers les mêmes articles 10 et 11 de la Constitution, des articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant et de l'article 5.1 de l'ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (règles de Beijing) adopté par l'assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 40/33 du 29 novembre 1985.

La disposition attaquée impose au tribunal de la jeunesse, lorsqu'il prend une mesure de garde, de préservation et d'éducation à l'égard des personnes qui lui sont déférées, de prendre en compte, parmi d'autres facteurs, d'une part, la gravité des faits, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis, les dommages et les conséquences pour la victime, d'autre part, la sécurité publique. L'intérêt de l'enfant, soutiennent les requérantes, n'est même pas mentionné. Or, aux termes de l'article 3.1 de la Convention relative aux droits de l'enfant, cet intérêt doit être le critère primordial. Aux termes de l'article 40 de la même Convention, l'enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale a droit à un traitement qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société.

Quant à l'argument d'irrecevabilité tiré par le Conseil des ministres et le Gouvernement de la Communauté française du défaut de précision des catégories à comparer, les parties requérantes répondent qu'il s'agit bien évidemment, d'une part, des personnes à l'égard desquelles serait prononcée pareille mesure de garde, de préservation et d'éducation et, d'autre part, de celles à l'égard desquelles elle ne serait pas prononcée. Ensuite, répondent les requérantes, il n'est pas nécessaire de s'interroger sur les effets juridiques propres dans l'ordre interne de la Convention relative aux droits de l'enfant ou des règles de Beijing dès le moment où certaines de leurs règles étant mises en œuvre par l'Etat belge, elles doivent l'être sans discrimination. Les critères retenus pour objectiver l'intervention du tribunal de la jeunesse sont, selon les parties requérantes, sans aucun rapport avec une justice pénale pour les mineurs et en tout cas constituent une mesure disproportionnée aux objectifs du législateur. Quant aux « principes de l'administration de la justice des mineurs » insérés par l'article 3 de la loi du 13 juin 2006 précitée, il ne suffit pas de les invoquer, comme le fait le Conseil des ministres, pour considérer qu'ils sont respectés par la disposition en cause. En outre, parmi ces principes eux-mêmes, estiment les parties requérantes, plusieurs sont étrangers à l'intérêt supérieur de l'enfant, ce qui est inadmissible.

Position du Conseil des ministres

A.5. En ce qu'il est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément, force est de constater que le moyen n'identifie pas les catégories de personnes entre lesquelles la disposition litigieuse instaurerait une différence de traitement.

Le Conseil des ministres considère ensuite qu'il ressort des travaux préparatoires que la disposition litigieuse s'inscrit dans une modification de la loi sur la protection de la jeunesse qui respecte son système protectionnel. Même s'il n'est pas inscrit dans la disposition en cause, l'intérêt du jeune doit donc être pris en considération par le juge. Il faut en outre tenir compte du point 5 du « Titre préliminaire : Principes de l'administration de la justice des mineurs » qui dispose que ceux-ci bénéficient des droits et libertés énoncés par la Constitution et la Convention relative aux droits de l'enfant.

A titre préalable, le Conseil des ministres tient à faire valoir dans son mémoire en réponse que, dans bon nombre de moyens, les parties requérantes ont soulevé, à titre subsidiaire, la violation des articles 10 et 11 de la

Constitution sans préciser ni les catégories de personnes qui doivent être comparées, ni en quoi cette différence de traitement serait discriminatoire.

En réponse à un argument d'irrecevabilité soulevé par le Conseil des ministres, les requérantes ont cru bon d'identifier tardivement pour chacun des moyens les catégories de personnes qui doivent être comparées, sans toutefois préciser en quoi la différence de traitement ainsi nouvellement identifiée serait discriminatoire. L'argumentation des parties requérantes reste en effet totalement muette quant à la différence de traitement en tant que telle.

Il n'est donc pas possible au Conseil des ministres de faire valoir utilement ses moyens de défense en la matière.

En ce qui concerne spécifiquement ce moyen, le Conseil des ministres observe que, dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes invoquent principalement des arguments déjà évoqués dans leur requête en annulation. Elles insistent plus particulièrement sur le fait que l'absence de mention dans la loi attaquée de la nécessaire prise en compte par le juge de la jeunesse de l'intérêt supérieur de l'enfant entraîne le risque que le juge fonde son intervention d'abord et avant tout sur des mesures d'ordre public et non pas sur l'objectif d'éducation de l'enfant.

Or, l'article 3.1 de la Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant, en vertu duquel l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale dans toutes les décisions qui concernent les enfants, s'applique aux autorités judiciaires belges. La Cour a déjà jugé, à ce propos, que l'exigence de prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant s'appliquait même si elle n'était pas expressément prévue par une législation, dès lors qu'elle découle, notamment, de l'article 3.1 précité.

De plus, les facteurs critiqués par la requête ne font pas obstacle à ce que, lorsqu'il prend une mesure de garde, de préservation et d'éducation, le juge de la jeunesse tienne également compte de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.6. Il faut rappeler, écrit le Gouvernement de la Communauté française, que déjà dans sa version antérieure, l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 ne faisait pas de référence à l'intérêt de l'enfant. De toute façon, le respect des conventions internationales impose au juge de prendre en considération cet intérêt, même au-delà des critères évoqués dans l'article 37 nouveau. Les critères introduits dans cette disposition n'ont d'autre objet que d'aider le juge à prendre la décision la plus adéquate possible.

Position de l'ASBL « Liga voor Mensenrechten »

A.7. La partie intervenante soulève aussi deux moyens contre les termes « La disponibilité des moyens de traitement, des programmes d'éducation ou de toutes autres ressources envisagées » qui ont été insérés dans l'article 37, § 1er, de la loi du 8 avril 1965 par l'article 7, 1°, dernier alinéa, de la loi du 13 juin 2006.

Elle estime d'abord que cette disposition viole les articles 10 et 11 de la Constitution, les articles 3 et 40 de la Convention relative aux droits de l'enfant et le principe de la sécurité juridique. Selon elle, en effet, cette disposition a pour conséquence de faire une différence de traitement entre des mineurs qui seraient dans une situation identique simplement en raison des moyens matériels dont disposerait ou non l'arrondissement judiciaire où ils seront traduits. Non seulement cela crée une inégalité injustifiée mais ceci engendre aussi l'insécurité juridique. Elle ajoute que le législateur ne donne aucune justification de la raison de cette différence de traitement. La partie intervenante soulève un second moyen, tiré de la violation du principe de proportionnalité dans la mesure où la plupart des moyens de traitement n'existeraient pas dans l'arrondissement en cause.

En ce qui concerne le cumul des mesures qu'il est permis au tribunal de la jeunesse de prononcer

Position des parties requérantes

A.8. Les parties requérantes considèrent que l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006 précitée, en permettant au tribunal de la jeunesse de cumuler sans aucune limitation les mesures de garde, de préservation et d'éducation à l'égard des personnes qui lui sont déférées, viole les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément, ainsi que, à travers ces mêmes dispositions, les articles 3.1 et 40.1 de la Convention relative aux droits de l'enfant et l'article 5.1 des règles de Beijing. Cette possibilité ne correspondrait pas aux principes contenus dans les dispositions internationales précitées, parmi lesquels le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant et le droit à un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle. A tout le moins, ajoutent les parties requérantes, cette possibilité de cumuler les mesures est manifestement disproportionnée aux objectifs du législateur.

Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres dans son mémoire, la question du manque de moyens pratiques en vue d'atteindre les objectifs visés est bien liée au respect des dispositions conventionnelles visées au moyen. La disproportion n'implique pas nécessairement que les moyens utilisés par le législateur sont trop importants ou limitent de manière inadmissible les droits et libertés, elle peut, estiment les parties requérantes, résulter de l'absence pure et simple des possibilités de la mise en œuvre effective de celles-ci, ce qui ressort, disent-elles, de la manifestation des membres de l'Union francophone des magistrats de la jeunesse qui ont dénoncé, le 24 avril 2007, ce manque de moyens.

Position du Conseil des ministres

A.9. Après avoir, comme pour le point précédent, considéré que le moyen est irrecevable en tant qu'il est dirigé contre les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément et ce, à défaut de préciser les catégories de personnes comparées, le Conseil des ministres soutient que le cumul des mesures « listées » au deuxième paragraphe de l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 précitée constitue, dans l'esprit du législateur, un moyen supplémentaire destiné à prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant. Il estime aussi que les dispositions internationales visées au moyen n'empêchent nullement ce cumul des mesures. Enfin, poursuit-il, le législateur a tenu à conférer aux jeunes certaines garanties, le tribunal de la jeunesse étant tenu par une certaine hiérarchie précisée au paragraphe 2.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.10. Il est évident, soutient le Gouvernement de la Communauté française, que toute mesure prise par le tribunal de la jeunesse apparaît comme une restriction au droit à la vie privée et à la liberté du mineur. Mais ces restrictions sont justifiées par le souci d'apporter une réponse à l'acte posé en ce qu'il est le symptôme d'une difficulté du jeune. Le Gouvernement de la Communauté française estime ensuite que la critique faite par les parties requérantes ne procède pas d'une démonstration logique. Le législateur a tenu compte de l'arrêt rendu par la Cour le 26 mai 2004 et, en particulier, a voulu, en permettant au juge de la jeunesse de cumuler les mesures, lui laisser un plus grand choix afin de mieux rencontrer les objectifs visés par le législateur. Enfin, estime le Gouvernement de la Communauté française, les dispositions internationales visées au moyen n'interdisent nullement en principe le cumul critiqué.

Position de la partie intervenante, l'ASBL « Liga voor Mensenrechten »

A.11. La partie intervenante soulève le même moyen que les parties requérantes contre la disposition attaquée. Elle en ajoute un autre, tiré de la violation de l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, lu en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que le cumul des mesures viole le principe de la sécurité juridique en tant que ces mesures peuvent être comprises comme des sanctions. Le mineur, en effet, ne sait absolument pas quelle sanction il peut encourir en raison de cette possibilité de cumul.

Quant aux mesures visant les intervenants et le principe d'une intervention auprès des mineurs en matière de santé mentale ou de dépendance

Position des parties requérantes

A.12. Les parties requérantes considèrent que les points 5°, 6°, 9° et 10° insérés par l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006 dans l'article 37, § 2, nouveau de la loi du 8 avril 1965 violent les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément et en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, les articles 3.1, 3.3, 16, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant et les articles 22.1 et 26.3 des règles de Beijing ainsi que le principe de la sécurité juridique. Ces dispositions permettent au juge de la jeunesse d'imposer à un enfant de suivre un traitement ambulatoire auprès d'un service psychologique, psychiatrique ou d'éducation sexuelle ou d'un service compétent dans le domaine de l'alcoolisme ou de la toxicomanie, de le confier à une personne morale proposant l'encadrement de la réalisation d'une prestation positive consistant soit en une formation, soit en la participation à une activité organisée, ou encore de le placer dans un service compétent en matière d'alcoolisme, de toxicomanie ou de toute autre dépendance. Or, non seulement, estiment les parties requérantes, il n'est nullement exigé que les intervenants visés soient spécialisés dans les problèmes de mineurs ou soient agréés ou organisés par les communautés, mais encore il n'est pas davantage prévu que les jeunes faisant l'objet de telles mesures soient séparés des adultes et, enfin, personne ne peut être contraint de se soigner, sous la seule réserve de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux : les enfants ou leurs représentants légaux devraient pouvoir consentir de manière libre et éclairée au traitement en application de l'article 12 de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient.

Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes estiment soit que ni le Conseil des ministres ni le Gouvernement de la Communauté française ne répondent précisément à ces critiques, soit que, en ce qui concerne le Gouvernement de la Communauté française, ses réponses tiennent davantage d'une référence à un monde idéal qui ne nécessite pas la moindre loi puisque chaque intervenant agirait au mieux dans l'intérêt du jeune. Or, rien n'est garanti par la loi.

Sur l'absence de compétence du législateur fédéral relativement aux institutions spécialisées, les parties requérantes estiment que rien n'empêche l'Etat fédéral de prévoir la spécialisation des intervenants, même si la reconnaissance de cette spécialisation est du ressort des entités fédérées.

Position du Conseil des ministres

A.13. Le législateur fédéral n'est pas compétent, selon le Conseil des ministres, pour prévoir que les intervenants visés dans la disposition attaquée soient spécialisés ou relèvent d'institutions agréées par les communautés. Ensuite, le Conseil des ministres renvoie au titre préliminaire de la loi du 8 avril 1965 précitée qui instaure les principes généraux de l'administration de la justice des mineurs et aux travaux préparatoires qui visent bien un souhait de spécialisation dans le chef des intervenants. Enfin, estime le Conseil des ministres, le fait de restreindre le droit au respect de la vie privée dans les cas où le mal-être d'un jeune ou sa dépendance à l'alcool, à la drogue ou à d'autres substances entraîne la commission de faits qualifiés infraction ne peut être considéré comme une restriction disproportionnée à ce droit.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.14. Les mesures critiquées relèvent de la volonté du législateur d'apporter la réponse la plus adéquate possible à la problématique des jeunes en rencontrant leur droit d'être aidé par rapport à des problématiques d'ordre médical. Ce principe, estime le Gouvernement de la Communauté française, est contenu dans l'article 3.2 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Ensuite, la spécialisation et la séparation des services qui devront intervenir ont été évoquées dans les travaux préparatoires (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/001, pp. 31-32). C'est d'ailleurs parce que cette séparation et cette spécialisation n'ont pas encore été rendues possibles à ce jour que les mesures en cause ne sont pas encore entrées en vigueur.

En ce qui concerne les jeunes de moins de douze ans

Position des parties requérantes

A.15. Les parties requérantes estiment que l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006 précitée viole les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant et avec l'article 4.1 des règles de Beijing, ainsi que l'article 22bis de la Constitution. En effet, cette disposition permet au tribunal de la jeunesse de réprimander un enfant de moins de douze ans déféré du chef d'un fait qualifié infraction, de le soumettre à la surveillance du service social compétent ou de le soumettre à un accompagnement éducatif intensif et à un encadrement individualisé d'un éducateur référent alors qu'un enfant de moins de douze ans ne pourrait, selon les parties requérantes, être considéré comme responsable de ses actes, éventuellement objectivement illicites, ni par voie de conséquence faire l'objet d'une quelconque mesure judiciaire, en manière telle que la disposition placerait trop bas l'âge de la responsabilité pénale et serait, dès lors, disproportionnée, de nature à compromettre l'intégrité morale ou psychique des enfants de moins de douze ans, contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant ainsi qu'à la garantie d'un traitement conforme à son bien-être et proportionné à sa situation et à l'infraction.

Les parties requérantes tiennent encore à ajouter qu'il existe déjà des systèmes mis en place par les communautés pour faire face aux difficultés des mineurs de moins de douze ans.

Position du Conseil des ministres

A.16. Le Conseil des ministres considère que l'article 40.3.1 de la Convention relative aux droits de l'enfant vise exclusivement l'âge de la majorité pénale et non pas l'âge à partir duquel les mineurs peuvent avoir conscience d'enfreindre la loi pénale et, par voie de conséquence, faire l'objet d'une intervention judiciaire. Selon le Conseil des ministres, le régime belge de réponse à la délinquance juvénile est fondamentalement conforme aux objectifs des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant dont la violation est invoquée.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.17. Le Gouvernement de la Communauté française entend distinguer le seuil de responsabilité pénale, fixé en Belgique à dix-huit ans, et le seuil permettant d'apporter une réponse protectionnelle à un mineur, c'est-à-dire essentiellement éducative à un comportement délictueux d'un jeune. Le Gouvernement de la Communauté française constate que les mesures que le juge de la jeunesse pourrait prendre sur la base de la disposition attaquée sont de nature purement éducative. Par ailleurs, le juge peut ne pas prendre de mesure et renvoyer le jeune devant les instances communautaires compétentes.

Il n'y a donc pas, estime le Gouvernement de la Communauté française, atteinte disproportionnée à l'intégrité physique, morale ou psychique de l'enfant de moins de douze ans, ni, partant, de violation de l'article 22bis de la Constitution.

Quant aux conditions prévues pour le sursis au placement du mineur

Position des parties requérantes

A.18. Les parties requérantes soutiennent que l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006, en permettant au tribunal de la jeunesse d'accorder un sursis au placement à condition que le jeune s'engage à effectuer une prestation éducative et d'intérêt général d'une durée de 150 heures au plus, viole les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément et en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, les articles 3.1, 16, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant et l'article 17.1, b), des règles de Beijing.

Elles estiment en effet qu'en limitant l'hypothèse du sursis à la condition de la prestation éducative, la disposition litigieuse viole le droit au respect de la vie privée et familiale dès lors que le maintien en famille doit toujours être privilégié.

Ce qui est en jeu, selon les parties requérantes, c'est la nécessité de l'exclusivité, pour obtenir un sursis au placement, de l'engagement de l'enfant à effectuer une prestation éducative et d'intérêt général à raison de 150 heures au plus. Il ne s'agit évidemment pas de plaider pour l'interdiction d'un sursis en ce qui concerne d'autres mesures que le placement. A cet égard, le Gouvernement de la Communauté française a mal interprété le moyen. Un enfant, estiment les parties requérantes, peut être en droit d'obtenir un sursis au placement alors qu'une prestation éducative est inopportune ou impossible. Le maintien en famille doit pouvoir être assuré à des mineurs par la voie du sursis à d'autres conditions. Les parties requérantes estiment encore que le Conseil des ministres n'explique pas pourquoi la mesure ultime que constitue le placement hors du milieu familial est nécessairement conditionnée par l'engagement à effectuer une prestation éducative et d'intérêt général.

Position du Conseil des ministres

A.19. Le Conseil des ministres tient à rappeler que l'article 37, § 2, alinéa 3, nouveau de la loi du 8 avril 1965 prévoit une hiérarchie des mesures en vertu de laquelle le maintien du jeune dans son milieu de vie doit primer les mesures de placement en institution. De plus, le tribunal de la jeunesse a une obligation de motivation spéciale quant à cette hiérarchie. En ce qui concerne le commentaire de l'article 17.1 des règles de Beijing qui est invoqué au moyen, force est de constater, précise l'auteur du mémoire, que ce texte ne constitue qu'un commentaire et, à défaut de trouver un écho dans le texte même des règles de Beijing, il ne revêt qu'une valeur morale dénuée de toute valeur contraignante.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.20. L'article 7, 2°, attaqué de la loi du 13 juin 2006 s'inscrit, selon le Gouvernement de la Communauté française, dans l'objectif de la loi de maintenir le plus possible le jeune en famille. Le Gouvernement de la Communauté française observe que l'ouverture du sursis au placement à d'autres conditions pourrait en réalité être défavorable aux jeunes et contribuer à porter atteinte à leur droit à la vie privée.

Quant à l'injonction du respect de certaines règles comme condition au maintien dans le milieu de vie

Position des parties requérantes

A.21. Les parties requérantes postulent l'annulation de l'article 7, 3°, de la loi du 13 juin 2006, eu égard au fait qu'il viole, selon elles, les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément et en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 3.1, 7, 9, 16, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi qu'avec le principe général de droit de la sécurité juridique. Elles considèrent qu'en permettant au tribunal de la jeunesse d'interdire à un mineur d'exercer n'importe quelle activité, de sortir ou, finalement, d'imposer « telle condition que le juge imaginerait », la disposition en cause confère un pouvoir d'appréciation trop important au tribunal de la jeunesse et modifie le contenu même de la fonction parentale en transformant les parents en surveillants de prison à l'égard de leurs enfants. Il n'est même pas possible de savoir, à la lecture de la loi, de quel lieu un jeune ne pourrait pas sortir, qui pourrait être son lit, son domicile, son pays, son continent... Dans le langage devenu courant, surtout chez les mineurs, une interdiction de « sortir » pourrait même être une interdiction de sortir au cinéma, de fréquenter un débit de boissons ou d'aller danser. L'interprétation que donne le Conseil des ministres, à savoir qu'il s'agirait de la sortie « du milieu de vie concerné, son lieu de résidence », n'est ni évidente ni satisfaisante, estiment les parties requérantes. Le milieu de vie d'un mineur n'est pas la même chose que sa résidence. Même à supposer qu'il s'agisse de celle-ci, on n'aperçoit pas les circonstances qui justifieraient que le jeune soit emprisonné à son

domicile. Selon la circulaire du 28 septembre 2006, le contrôle du respect de cette mesure par le jeune et ses parents reviendrait d'ailleurs à la police, ce qui indique qu'il s'agirait d'une mesure proche de la détention.

Position du Conseil des ministres

A.22. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, les dispositions en cause ne sont pas floues : l'interdiction de sortir vise à l'évidence le milieu de vie du jeune concerné, son lieu de résidence, soutient le Conseil des ministres et, s'il s'agit du domicile des mineurs, la mesure attaquée constitue une forme de soutien à la parentalité. Les parents ne sont pas non plus transformés en gardiens de prison puisque le juge pourra charger soit le service social compétent, soit les services de police de contrôler le respect de l'interdiction.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.23. Le Gouvernement de la Communauté française estime que l'interdiction de sortie doit apparaître comme un soutien à la parentalité, l'interdiction du juge prenant bien souvent le relais d'une interdiction parentale non respectée par le jeune. Le législateur a d'ailleurs veillé à ce que les parents soient convoqués à tous les stades de la procédure. S'il semble important, poursuit le Gouvernement de la Communauté française, de ne pas avoir spécifié dans le texte de la loi les activités qui pourraient être visées par l'interdiction du juge, afin de lui permettre de rencontrer la spécificité de chaque situation, il appartiendra au magistrat d'être suffisamment précis dans le contenu de son ordonnance quant aux activités ou temps de sortie interdits et à la durée de cette condition.

Quant au projet du mineur

Position des parties requérantes

A.24. Les parties requérantes critiquent l'article 7, 4°, de la loi du 13 juin 2006 précitée eu égard aux articles 10, 11 et 22bis de la Constitution pris isolément ainsi que lus à travers les mêmes articles 10 et 11 de la Constitution, eu égard aux articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi qu'au principe général de droit de la sécurité juridique. Elles considèrent qu'en permettant au tribunal de la jeunesse d'ordonner une autre mesure de garde, de préservation et d'éducation à l'égard de l'enfant qui n'a pas exécuté - ou qui l'a fait de manière insuffisante - le projet prévu à l'article 37, § 2ter, nouveau de la loi du 8 avril 1965, la disposition fait usage d'une notion floue, ne précisant pas ce qu'est l'insuffisance de l'exécution du projet. Par ailleurs, en approuvant le projet du jeune, le tribunal de la jeunesse est supposé avoir nécessairement prononcé une mesure au fond qu'il ne peut pas revoir si elle est exécutée de manière satisfaisante. L'appréciation de cette exécution doit se faire, selon les parties requérantes, par rapport à des critères clairs et précis, absents des dispositions attaquées, et non selon la seule interprétation du juge qui pourrait se révéler arbitraire.

Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes précisent, au sujet de la violation des articles 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant et de l'article 22bis de la Constitution, que l'absence de critères d'appréciation de la réussite du projet personnel viole l'intérêt supérieur de l'enfant, la nécessité de préserver son intégrité morale et psychique ainsi que la garantie d'un traitement conforme à son bien-être et proportionné à sa situation et à l'infraction.

Position du Conseil des ministres

A.25. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, l'insuffisance de l'exécution du projet par le jeune est suffisamment précise puisqu'il s'agit de l'apprécier par rapport aux engagements écrits qu'il a proposés au juge et qui ont été approuvés par lui. En ce qui concerne le fait que la décision du juge constituerait une mesure au fond, le Conseil des ministres estime que les parties requérantes n'expliquent pas sur quoi elles fondent une telle affirmation. Par ailleurs, elles n'indiquent pas en quoi ni comment les articles 40.1 et 40.3 de la

Convention relative aux droits de l'enfant seraient violés. Il en va de même en ce qui concerne l'article 22bis de la Constitution.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.26. Le Gouvernement de la Communauté française rappelle que le projet du jeune dont il est question ne s'inscrit pas dans une démarche sanctionnelle mais revêt un caractère restauratif ou éducatif. Le Gouvernement de la Communauté française estime néanmoins que, dans le cadre du projet du jeune, l'appréciation du juge de la jeunesse est limitée par l'obligation d'évaluer un éventuel manquement en audience publique en présence de toutes les parties et après un débat contradictoire. A titre subsidiaire, si la Cour devait estimer malgré tout que les termes incriminés étaient trop vagues, le Gouvernement de la Communauté française en propose l'interprétation suivante : l'insuffisance doit s'entendre de ce que le jeune n'a pas respecté la totalité des engagements écrits qu'il a proposés au juge et qui ont été approuvés par celui-ci.

En ce qui concerne les conditions d'accès en régime éducatif ouvert d'une institution communautaire publique de protection de la jeunesse (ICPPJ)

Position des parties requérantes

A.27. Les parties requérantes estiment que les mots « 2° soit ont commis un fait qualifié coups et blessures », contenus dans l'article 7, 5°, de la loi du 13 juin 2006, violent les articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément ainsi que, lus à travers les mêmes articles 10 et 11 de la Constitution, les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Cette disposition permet au tribunal de la jeunesse d'ordonner la mesure de placement en ICPPJ, en régime ouvert, à l'égard d'un enfant de douze ans ou plus lorsqu'il a commis un fait qualifié coups et blessures. Il s'en déduit, estiment les parties requérantes, qu'au vu de l'extension de la qualification de coups et blessures en droit pénal, un enfant pourrait être placé parce qu'il a par exemple volontairement griffé un camarade ou lui a administré un léger coup ayant cependant provoqué une rougeur ou une ecchymose. Cette possibilité est manifestement disproportionnée aux buts du législateur.

Pour réfuter le moyen, il ne suffit pas, comme le soutiennent le Conseil des ministres et le Gouvernement de la Communauté française, de dire que le juge n'est pas obligé de placer l'enfant en institution lorsqu'il est auteur de coups et blessures volontaires. C'est la possibilité même du placement qui doit être jugée disproportionnée. Et soutenir que le placement doit être motivé ne suffit pas davantage à convaincre : toutes les mesures judiciaires doivent être motivées, au vœu de l'article 149 de la Constitution.

Position du Conseil des ministres

A.28. Le Conseil des ministres fait valoir que la mesure de placement n'est qu'une possibilité laissée au juge : elle ne lui est pas imposée et le magistrat doit d'ailleurs préférer une offre restauratrice. Par ailleurs, la décision doit être motivée. Le moyen n'est donc pas fondé, selon le Conseil des ministres.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.29. S'il est vrai que les atteintes aux personnes ont été considérées par le législateur comme suffisamment graves et inquiétantes pour justifier un placement en régime éducatif ouvert d'une ICPPJ, cette mesure n'en est qu'une offerte au juge parmi d'autres possibilités : il n'y aura donc pas de placement automatique.

Quant à l'offre restauratrice

Position des parties requérantes

A.30. Les articles 90 et 91 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II) ont pour objet de remplacer le mot « présumée » par les mots « soupçonnée d' » dans l'article 45*quater*, § 2, alinéa 2, nouveau de la loi du 8 avril 1965 « relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait », et de remplacer les mots « l'auteur du fait qualifié infraction » par les mots « la personne visée à l'article 36, 4^o, » dans l'article 45*quater*, § 3, alinéa 2, nouveau de la loi du 8 avril 1965 précitée.

Les parties requérantes ont antérieurement déposé une requête en annulation de l'article 13 de la loi du 13 juin 2006 précitée insérant un article 45*quater* dans la loi du 8 avril 1965. Ce recours est actuellement pendant sous le numéro de rôle 4081.

Les parties requérantes soulèvent contre les dispositions modificatrices de l'article 45*quater* nouveau de la loi du 8 avril 1965, ici visées, le même moyen que celui qui est pris dans la requête précédente.

En effet, lesdites dispositions modificatrices, purement cosmétiques, ne changent rien à l'inconstitutionnalité de l'article 13 de la loi du 13 juin 2006.

Au contraire, les parties requérantes relèvent que le Gouvernement et le législateur ont parfaitement perçu que la loi viole notamment la présomption d'innocence.

Pour rappel, le moyen était pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément, ainsi que, lus à travers les mêmes articles 10 et 11 de la Constitution, des articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, des articles 14.1 et 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, des articles 16 et 40.2.2.2 de la Convention relative aux droits de l'enfant, des articles 7.1 et 11 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (règles de Beijing), adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 40/33 du 29 novembre 1985.

Ce moyen est invoqué à nouveau dans la présente demande d'annulation.

Les développements pertinents de la précédente requête sont également soumis en l'espèce à la Cour. Ils avaient été rédigés de la manière suivante :

« Les dispositions légales attaquées ne prévoient pas que l'aboutissement de la médiation ou de la concertation restauratrice en groupe, qu'elles adviennent sur l'initiative du juge ou du tribunal de la jeunesse ou sur l'initiative du parquet, a pour conséquence nécessaire de mettre fin aux poursuites en ce qui concerne les faits concernés;

elles ne prévoient pas non plus, comme le fait l'article 555 du Code d'instruction criminelle pour les personnes qui ne relèvent pas de la compétence du tribunal de la jeunesse, que les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats; elles ne prévoient pas non plus que sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le médiateur ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction, ni que l'article 458 du Code pénal s'applique au médiateur;

alors que les dispositions invoquées au moyen exigent que les personnes relevant du tribunal de la jeunesse aussi bien que les personnes relevant des juridictions pénales de droit commun bénéficient des mêmes garanties en cas d'aboutissement d'une médiation;

par ailleurs, ces dispositions instaurent une discrimination, du point de vue de la portée de la présomption d'innocence, entre les jeunes qui participent à un processus de médiation ou de concertation restauratrice en groupe et ceux qui n'y participent pas;

sans qu'il soit nécessaire de s'interroger sur les effets juridiques propres, dans l'ordre interne, de la Convention européenne des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention relative aux droits de l'enfant ou de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), dès lors que les règles que ces instruments contiennent sont mises en œuvre par l'Etat belge, elles doivent l'être sans discrimination;

le droit à un procès équitable et la présomption d'innocence sont violés ou appliqués de manière discriminatoire si, pour l'aboutissement d'une médiation ou d'une concertation restauratrice en groupe, la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction doit déclarer ne pas nier être concernée par le fait qualifié infraction, mais ne bénéficie pas d'une cessation des poursuites pour ces faits ».

En ce qui concerne l'assistance d'un avocat devant le juge d'instruction

Position des parties requérantes

A.31. Les parties requérantes demandent l'annulation des mots « le juge d'instruction peut néanmoins avoir un entretien particulier avec l'intéressé » insérés par l'article 15 de la loi du 13 juin 2006 précitée dans l'article 49, alinéa 2, nouveau de la loi du 8 avril 1965 précitée. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ainsi qu'à travers les mêmes articles 10 et 11 de la Constitution, des articles 6.1 et 6.3, c), de la Convention européenne des droits de l'homme, des articles 14.1 et 14.3, b) et d), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de l'article 40.2.2.2 de la Convention relative aux droits de l'enfant et de l'article 7.1 des règles de Beijing.

Les parties requérantes rappellent que la réforme de la loi du 8 avril 1965 entend garantir à tous les stades de la procédure les droits de la défense du mineur, notamment en ce qui concerne l'assistance d'un avocat. Or, la disposition attaquée introduit une importante exception à ce droit alors que l'entretien avec le juge d'instruction pourrait être un interrogatoire. Cette dérogation n'est pas conforme, selon les parties requérantes, aux dispositions invoquées au moyen.

Position du Conseil des ministres

A.32. Le Conseil des ministres rappelle que c'est à la suite de l'arrêt n° 184/2004, rendu par la Cour le 16 novembre 2004, que la généralisation du principe de l'assistance d'un avocat a été inscrite dans la loi. Cependant, il a été fait une distinction, selon le Conseil des ministres tout à fait justifiée, en ce qui concerne la possibilité d'un entretien individuel qui ne doit pas bénéficier de pareille garantie.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.33. Pour justifier l'absence de l'avocat en cas d'entretien, le Gouvernement de la Communauté française renvoie au principe qu'il faudra que, dans ce cas, le mineur ait donné son accord. Dans le cas contraire, un avocat devra pouvoir l'assister.

Quant à l'amende en cas de non-comparution

Position des parties requérantes

A.34. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 16, 2°, de la loi du 13 juin 2006 précitée au motif qu'il viole les articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément et en combinaison avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant et avec l'article 17 des règles de Beijing. Elles estiment que cette disposition, qui permet de condamner à une amende de 1 à 150 euros un enfant ou les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard d'un mineur, s'ils ne comparaissent pas et qu'ils ne peuvent justifier de la non-comparution, prévoit une sanction manifestement inadéquate et disproportionnée et traite un

enfant comme un délinquant adulte, en lui infligeant une amende pénale, ce qui serait contraire aux dispositions visées au moyen.

La circonstance, comme l'indique le Conseil des ministres, que l'article 51 prévoyait déjà une amende dans de tels cas ne change rien à l'affaire. En outre, l'argumentation du Conseil des ministres est surprenante, selon les parties requérantes, en ce que l'amende est justifiée par le fait que les parents ayant la jouissance légale sur les biens de leurs enfants, ils sont naturellement associés à la procédure. On ne voit en effet pas en quoi le droit de jouissance légale, qui ne concerne que les fruits des avoirs du mineur, autoriserait son titulaire à affecter les biens de celui-ci au paiement d'une amende.

Position du Conseil des ministres

A.35. Le Conseil des ministres rappelle qu'avant sa modification par la disposition litigieuse, l'article 51 prévoyait déjà la possibilité pour le juge de prononcer une amende à l'encontre du mineur qui, convoqué, ne comparaisait pas. Par ailleurs, il faut insister sur l'importance de la comparution du mineur dans le contexte de la procédure instaurée devant le tribunal de la jeunesse.

Ensuite, dans son arrêt n° 6/2006 du 18 janvier 2006, la Cour, statuant sur le régime des amendes administratives à l'égard des mineurs de plus de seize ans, a jugé que de telles amendes sont constitutionnelles dans la mesure où les parents sont associés à la procédure.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.36. Le Gouvernement de la Communauté française développe la même argumentation que le Conseil des ministres pour justifier du caractère non fondé du moyen.

Position de l'ASBL « Liga voor Mensenrechten »

A.37. La partie intervenante, l'ASBL « Liga voor Mensenrechten », considère que cette disposition, en infligeant une amende pénale au mineur, le traite comme un adulte, ce qui est contraire, selon elle, aux dispositions visées au moyen.

Quant au cumul des mesures provisoires et au placement thérapeutique

Position des parties requérantes

A.38. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 17, 1°, de la loi du 13 juin 2006, modifiant l'alinéa 2 de l'article 52 de la loi du 8 avril 1965, parce qu'il violerait les articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément ainsi que lus à travers les mêmes articles 10 et 11 de la Constitution, les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant et l'article 5.1 des règles de Beijing.

La disposition attaquée définit les mesures de garde que le tribunal de la jeunesse peut provisoirement prendre à l'égard de la personne visée à l'article 36, 4°, de la loi du 8 avril 1965 pendant la durée de la procédure tendant à l'application d'une des mesures prévues au titre II, chapitre III, de cette loi. Parmi ces mesures de garde sont visées les mesures prévues à l'article 37, § 2, 1° et 7° à 11°, nouveau de la loi du 8 avril 1965.

Les parties requérantes soutiennent que le cumul des mesures provisoires est inconstitutionnel pour les mêmes raisons que celles qui ont été développées dans le cadre du moyen exposé en A.8.

Le Conseil des ministres, qui prétend que le moyen est irrecevable parce que les dispositions de référence invoquées dans ce moyen ne sont pas exactement les mêmes que celles exposées dans celui-ci, a omis de reconnaître l'erreur matérielle qui s'est glissée dans la requête relativement au moyen soulevé sous le n° 14.

Position du Conseil des ministres

A.39. Le moyen doit être déclaré irrecevable à défaut de pouvoir être intelligible. En effet, les dispositions de référence qui y sont invoquées ne sont pas les mêmes que celles soulevées dans le moyen n° 14.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.40. Le Gouvernement de la Communauté française renvoie à la partie de son mémoire consacrée à la réponse au moyen n° 14 pour justifier par la même argumentation que le moyen doit être déclaré non fondé.

Quant aux garanties procédurales relatives aux mesures provisoires

Position des parties requérantes

A.41. Les parties requérantes estiment que l'article 17, 1°, de la loi du 13 juin 2006 précitée viole les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément et en combinaison avec les articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 14.1 et 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles estiment en effet qu'en prévoyant que des mesures de garde ne peuvent être ordonnées par le tribunal que s'il considère qu'il existe, à l'égard du jeune qui lui est déféré, suffisamment d'indices sérieux de culpabilité, la disposition en cause viole le droit à un tribunal impartial dès lors que le magistrat qui statue sur les mesures provisoires de garde et qui évalue l'existence d'indices sérieux de culpabilité est le même que celui qui statue au fond. Les indices de « culpabilité » ne peuvent exister dans le cas d'un mineur poursuivi pour des faits qualifiés infractions mais le lapsus législatif trahit le véritable esprit répressif de la réforme. C'est pourquoi le mot « culpabilité » doit être annulé. L'argument du Gouvernement de la Communauté française selon lequel les mots « indices de culpabilité » doivent s'entendre comme « participation à un fait qualifié infraction » ne saurait, selon les parties requérantes, s'accommoder des principes d'interprétation de la loi pénale.

Quant à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur laquelle le Conseil des ministres prétend se fonder pour justifier la disposition attaquée, les parties requérantes font valoir que celle-ci fait beaucoup plus que prévoir le cumul de l'instruction, du jugement et de l'exécution de la décision. Elle impose explicitement au juge qui devra connaître du fond de l'affaire de constater des indices sérieux de culpabilité dans le chef du mineur à l'égard duquel il prend des mesures provisoires. Cette constatation implique sans nul doute, selon elles, de préjuger du fond de la décision à rendre.

Position du Conseil des ministres

A.42. Le Conseil des ministres estime que le fait qu'un même juge statue au provisoire et au fond n'est pas, en matière de justice des mineurs, contraire au principe d'impartialité. Et de citer des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme qui ne s'opposeraient pas, selon lui, à ce qu'un mineur soit jugé par un seul et même tribunal.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.43. Le Gouvernement de la Communauté française estime que l'utilisation de la terminologie attaquée n'a d'autre portée que d'éviter sur le plan formel l'utilisation d'une lourde périphrase, le terme « culpabilité » étant utilisé pour « participation à un fait qualifié infraction ». Pour le surplus, il renvoie à des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme dans lesquels, selon lui, la juridiction strasbourgeoise aurait admis le recours au même magistrat aux différents stades de la procédure relative à un mineur.

Position de l'ASBL « Liga voor Mensenrechten »

A.44. La partie intervenante, l'ASBL « Liga voor Mensenrechten », développe les mêmes arguments que les parties requérantes à propos de la violation par l'article 17, 1^o, de la loi du 13 juin 2006 du principe de la présomption d'innocence. Elle cite à l'appui de son argumentation l'avis rendu par le Conseil d'Etat sur le projet de loi (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/001, pp. 102-103).

Quant aux conditions de placement en régime éducatif fermé en tant que mesure provisoire

Position des parties requérantes

A.45. Les parties requérantes considèrent que l'article 19 de la loi du 13 juin 2006 viole les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément et en combinaison avec les articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 14.1 et 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles estiment en effet que cette disposition ne peut, sans violer le droit à un tribunal impartial garanti par la disposition précitée, prévoir que le tribunal de la jeunesse peut ordonner une mesure provisoire de placement en régime éducatif fermé s'il existe des indices sérieux de culpabilité.

Position du Conseil des ministres

A.46. Les parties requérantes développant dans ce moyen une argumentation identique à celle développée dans le moyen précédent, le Conseil des ministres estime que, pour les mêmes motifs, le moyen doit être déclaré non fondé.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.47. Les parties requérantes développant dans ce moyen une argumentation identique à celle développée dans le moyen précédent, le Gouvernement de la Communauté française estime que, pour les mêmes motifs, le moyen doit être déclaré non fondé.

Quant au régime des sorties

Position des parties requérantes

A.48.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 98 de la loi du 27 décembre 2006 précitée qui organise les conditions de sortie auxquelles est soumis un enfant faisant l'objet d'une mesure de garde en milieu fermé.

Elles prennent un premier moyen de la violation de l'article 5, § 1er, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, cette disposition réservant à la compétence exclusive des communautés la mise en œuvre des mesures ordonnées par le tribunal de la jeunesse.

Pour tenter de justifier la disposition attaquée, le Conseil des ministres prend appui sur un avis antérieur du Conseil d'Etat qui aurait admis que l'Etat fédéral est compétent pour adopter des lois restreignant la liberté. C'est oublier, estiment les parties requérantes, que la disposition attaquée concerne les modalités d'exécution d'une mesure antérieurement prise plutôt que la mesure elle-même. La position prise par le Conseil des ministres revient à fédéraliser de fait tout le domaine de la protection de la jeunesse.

A.48.2. Les parties requérantes prennent, à titre subsidiaire, un second moyen tiré de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément ainsi que lus à travers les mêmes articles 10 et 11 de la Constitution, des articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, des articles 14.1 et 14.2

du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Elles estiment que l'effet suspensif de l'appel que peut faire le ministère public contre une décision de sortie contrevient à l'obligation d'impartialité de la procédure, au principe d'égalité des armes et est manifestement disproportionné aux objectifs. Elles considèrent qu'en pratique, cet effet suspensif stérilise tout pouvoir d'appréciation du tribunal de la jeunesse et de la cour d'appel. Lorsqu'il s'agit de majeurs, ajoutent-elles, l'appel du procureur du Roi contre une libération décidée par un juge d'instruction n'est pas possible.

Position du Conseil des ministres

A.49.1. Le Conseil des ministres renvoie à un avis antérieur de la section de législation du Conseil d'Etat qui avait considéré que l'Etat fédéral était compétent pour prendre une disposition qui prévoyait que le juge de la jeunesse puisse interdire temporairement toute mesure de sortie de l'établissement de placement.

A.49.2. Quant au second moyen, il est non fondé, considère le Conseil des ministres. D'abord, aucune des dispositions de référence invoquées au moyen ne traite, selon le Conseil des ministres, de l'obligation d'impartialité des juridictions et, ensuite, il ne voit pas en quoi la disposition en cause porterait atteinte au principe de l'impartialité des juridictions de la jeunesse.

Quant au dessaisissement

Position des parties requérantes

A.50.1. Les parties requérantes considèrent dans un premier moyen que l'article 21 de la loi du 13 juin 2006 viole les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément et en combinaison avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant et avec les règles de Beijing. Les conditions et la procédure de dessaisissement du tribunal de la jeunesse à l'égard d'une personne qui lui est déférée en raison d'un fait qualifié infraction et qui était âgée de seize ans ou plus au moment des faits sont incompatibles avec les dispositions visées aux moyens.

A.50.2. Un second moyen est pris à titre subsidiaire de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément, ainsi que, lus à travers les mêmes articles 10 et 11 de la Constitution, des articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, des articles 14.1 et 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Dans une première branche, les parties requérantes observent que, selon le paragraphe 3, alinéa 2, de l'article 57bis nouveau de la loi du 8 avril 1965, lorsqu'en application du paragraphe 2, alinéa 3, 1^o, un examen médico-psychologique n'est pas requis, le tribunal communique le dossier au procureur du Roi dans les trois jours ouvrables du dépôt au greffe de l'étude sociale. Lorsqu'en application du paragraphe 2, alinéa 3, 2^o et 3^o, le tribunal peut statuer sans devoir faire procéder à une étude sociale et sans devoir demander un examen médico-psychologique, il communique le dossier sans délai au procureur du Roi.

Dans ces conditions, c'est bien le tribunal de la jeunesse qui prend l'initiative d'envisager le dessaisissement.

Dans la mesure où la loi n'a pas prévu qu'un autre magistrat que celui qui a pris l'initiative de communiquer le dossier au procureur du Roi statue sur le réquisitoire éventuel de dessaisissement, le principe de l'impartialité subjective et objective du tribunal est manifestement violé.

Dans une seconde branche, les parties requérantes observent que, selon le paragraphe 4 de l'article 57bis nouveau de la loi du 8 avril 1965, à dater de la citation en dessaisissement, l'intéressé confié à une institution

visée à l'article 37, § 2, alinéa 1er, 8°, en régime éducatif fermé, peut être transféré à la section éducation d'un centre fédéral fermé pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction.

Cette mesure est manifestement contraire à la présomption d'innocence ainsi qu'au principe de l'impartialité subjective et objective des tribunaux et, partant, disproportionnée.

La possibilité de transférer le mineur placé en régime éducatif fermé dans un centre fédéral fermé dès la citation, alors que cette décision de transfert est également prise par le juge de la jeunesse, participe également à la violation de la présomption d'innocence et de l'impartialité, dénoncée ci-dessus.

Au surplus, dès la citation, le mineur peut ne plus avoir droit à un régime éducatif, alors même que, si le tribunal de la jeunesse ne se dessaisit pas, il bénéficiera à nouveau d'un tel régime.

Il n'est pas raisonnable de l'en priver avant qu'il ait été statué sur le dessaisissement par décision coulée en force de chose jugée.

Dans une troisième branche, les parties requérantes observent que, selon le paragraphe 5 de l'article 57bis nouveau de la loi du 8 avril 1965, toute personne qui a fait l'objet d'une décision de dessaisissement prononcée en application de cet article devient, à compter du jour où cette décision de dessaisissement est devenue définitive, justiciable de la juridiction ordinaire pour les poursuites relatives aux faits commis après le jour de la citation de dessaisissement.

Dans l'ancienne législation, le mineur devenait justiciable des juridictions ordinaires le lendemain du jour où sa condamnation par la juridiction pénale ordinaire était devenue définitive.

A partir de la mise en vigueur des décisions attaquées, si le mineur est acquitté après le dessaisissement, il n'aura pas bénéficié comme les autres mineurs des mesures spéciales prévues pour les mineurs délinquants. Ce mécanisme viole les dispositions visées au moyen et le principe de proportionnalité.

Position du Conseil des ministres

A.51.1. Le Conseil des ministres considère que la conformité de la disposition attaquée aux normes de contrôle résulte tant des conditions et de la procédure propres au dessaisissement que d'autres dispositions adoptées dans le cadre de la loi attaquée et qui ont vocation à réduire le recours au dessaisissement mais aussi à aménager la procédure pénale lorsqu'elle doit s'appliquer à un « jeune dessaisi ».

La lecture de la disposition attaquée démontre, en effet, que les décisions de dessaisissement ne peuvent être prises que dans le respect de plusieurs conditions strictes qui limitent fortement son champ d'application. Ces conditions attestent, en outre, que le dessaisissement est une décision de dernier recours qui s'impose lorsque le système protectionnel n'est plus apte à répondre adéquatement à la délinquance d'un jeune. Ces conditions peuvent être résumées comme suit.

Tout d'abord, le tribunal de la jeunesse ne peut prendre une décision de dessaisissement que si le jeune poursuivi en raison d'un fait qualifié infraction était âgé de seize ans ou plus au moment de ce fait.

Ensuite, un dessaisissement ne peut être prononcé que si le tribunal constate que les mesures de garde, de préservation ou d'éducation sont inadéquates.

En outre, le tribunal ne peut se dessaisir qu'après avoir fait procéder à une étude sociale et à un examen médico-psychologique. Le deuxième paragraphe de la disposition litigieuse précise, à ce propos, que l'examen médico-psychologique a pour but d'évaluer la situation en fonction du degré de maturité de l'intéressé ainsi que de sa personnalité et de celle de son entourage. La nature, la fréquence et la gravité des faits qui lui sont reprochés sont prises en considération dans la mesure où elles sont pertinentes pour l'évaluation de sa personnalité.

A.51.2. Sur le second moyen, pris à titre subsidiaire, le Conseil des ministres rappelle l'arrêt n° 166/2003 du 17 décembre 2003 dans lequel la Cour a jugé que le fait que le même tribunal de la jeunesse intervienne dans les différentes phases de la procédure ne viole pas le droit à un tribunal impartial et indépendant. En ce qui concerne le transfert en ICPPJ en régime éducatif fermé, cette mesure a pour objectif de pallier le manque de places dans les institutions publiques des communautés.

La mesure critiquée dans la troisième branche consiste à faire relever les mineurs dessaisis des juridictions de droit commun à partir du jour où la décision de dessaisissement est devenue définitive.

Avant la modification, l'ancien article 38 prévoyait que le mineur devenait justiciable des juridictions ordinaires le lendemain du jour où sa condamnation par la juridiction pénale ordinaire était devenue définitive.

En vertu de cette ancienne règle, tant qu'aucune décision de condamnation par une juridiction pénale n'intervenait, le jeune soupçonné d'avoir commis de nouveaux faits était à nouveau déféré devant le tribunal de la jeunesse.

Or, celui-ci avait pourtant déjà pris une mesure de dessaisissement le concernant et avait donc jugé que les mesures protectionnelles à sa disposition étaient inadéquates eu égard à sa personnalité et au milieu dans lequel il vit.

Cette situation incohérente justifie la mesure critiquée.

Le fait qu'en définitive, le jeune soit condamné ou acquitté par la juridiction ordinaire de droit commun n'a aucune incidence sur la question de l'adéquation des mesures de garde, de préservation et d'éducation.

A un moment donné, le tribunal a jugé que le régime protectionnel était insuffisant pour répondre adéquatement à la délinquance d'un jeune.

Position de l'ASBL « Liga voor Mensenrechten »

A.52. L'ASBL « Liga voor Mensenrechten » développe, sur les deux moyens, une argumentation semblable à celle des parties requérantes.

Quant au refus d'accomplir le stage parental

Position des parties requérantes

A.53.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 25 de la loi du 13 juin 2006 précitée.

Un premier moyen est pris de la violation de l'article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme et du principe de la personnalité de la peine, lus à travers les articles 10 et 11 de la Constitution.

Les dispositions attaquées autorisent le tribunal de la jeunesse à infliger une peine, pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement, aux personnes investies de l'autorité parentale à l'égard du mineur ayant commis un fait qualifié infraction, qui manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard de la délinquance de ce dernier et qui refusent d'accomplir le stage parental imposé par le tribunal ou qui ne collaborent pas à son exécution.

La sanction pénale ici visée dépend elle-même de la prononciation de la « sanction » de stage parental, conditionnée par la commission, par un mineur, d'un fait qualifié infraction.

Le principe de la personnalité de la peine est clairement violé.

La Cour européenne des droits de l'homme déduit le principe de la personnalité des peines de la présomption d'innocence consacrée à l'article 6.2 de la Convention (arrêt *E.L., R.L. et J.O.-L. c. Suisse*, 29 août 1997, § 53).

Comme le rappelle le mémoire du Conseil des ministres, la ministre de la Justice a elle-même vu la difficulté, puisqu'elle a tenté de justifier anticipativement les dispositions attaquées du point de vue de la personnalité de la peine.

Elle a répété, comme on pouvait s'y attendre, que la sanction pénale frapperait les parents en raison de leur propre comportement et non en raison de celui de leur enfant.

Il est piquant de constater que lorsqu'il s'agit de justifier la compétence de l'Etat fédéral en ce qui concerne l'instauration même du stage parental, le Gouvernement, au cours des travaux préparatoires, ou le Conseil des ministres, dans le cadre de la présente procédure, soutiennent que le stage parental est essentiellement une mesure bénéficiant aux mineurs. Lorsqu'il s'agit de justifier la répression du refus de l'accomplir, il s'agit d'une mesure qui ne concerne plus que les parents.

La sanction du désintéret manifeste ne pourra jamais être prononcée sur la base des dispositions attaquées si le mineur n'a pas lui-même commis un fait qualifié infraction. Le comportement délinquant de l'enfant est une condition indispensable à la sanction de ses parents, ce qui indique que les dispositions visées aux moyens sont violées.

Si les dispositions attaquées se contentaient, comme le soutient le Conseil des ministres, de sanctionner le comportement spécifique des parents, le stage parental devrait pouvoir être imposé par le tribunal indépendamment de la déclaration d'établissement des faits qualifiés infraction dans le chef du mineur. C'est bien parce que l'article 29bis nouveau de la loi du 8 avril 1965 lie la sanction des parents à la condition que le tribunal de la jeunesse déclare un fait qualifié infraction pour lequel un mineur était poursuivi, qu'il porte clairement atteinte au principe de personnalité de la peine.

Le Conseil des ministres souligne encore qu'une telle sanction est en outre possible sur la base de l'article 84 de la loi du 8 avril 1965. Si les articles 84 et 85 répondaient à la même logique répressive, il conviendrait de se demander pourquoi il est apparu nécessaire d'insérer dans la loi l'article 85 nouveau. En réalité, la différence est que celui-ci instaure un mécanisme particulier, dérogeant au principe de la personnalité de la peine et, partant, anticonstitutionnel.

A.53.2. Un deuxième moyen est pris de la violation de l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, lu à travers les articles 10 et 11 de la Constitution, et de la violation de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

Le tribunal de la jeunesse reçoit le pouvoir d'apprécier l'absence de collaboration des parents au stage parental, dont les critères ne sont pas, même sommairement, déterminés par la loi.

La disposition attaquée est manifestement trop floue et ne peut qu'être laissée à la seule appréciation discrétionnaire du juge du fond, ce qui est contraire aux dispositions visées au moyen.

L'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 12, alinéa 2, de la Constitution imposent un double critère de prévisibilité et d'accessibilité des normes applicables au citoyen (en ce qui concerne la Convention, voy. la jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme depuis l'affaire *Sunday Times*, 26 avril 1979, § 47).

Ces critères impliquent que le comportement incriminé, ici l'absence de collaboration au stage parental, soit clairement défini. Il doit être « possible de définir, à partir de la disposition légale pertinente, quels actes ou omissions engagent la responsabilité pénale » (Arrêt *Handyside*, 4 avril 1974).

Tel n'est pas le cas pour ce qui concerne le comportement de non-collaboration à l'exécution du stage parental.

A.53.3. Un troisième moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 12 de la Constitution.

Le Conseil des ministres prétend à nouveau qu'en tant qu'il invoque les articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément, le moyen est irrecevable au motif qu'il n'appartient pas à la Cour constitutionnelle de définir elle-même les catégories à comparer. C'est là fortement sous-estimer la capacité de lecture de la requête par la Cour, et sa capacité de compréhension d'un moyen simple à énoncer, estiment les parties requérantes. Les catégories en question sont, d'une part, les parents qui seront sanctionnés sur la base des dispositions attaquées et, d'autre part, ceux qui ne le seront pas. Le mémoire du Conseil des ministres indique d'ailleurs implicitement mais certainement qu'il l'a parfaitement compris, puisqu'il tente de répondre à l'argument. Au surplus, il est de jurisprudence constante que la disproportion entre le but que se fixe le législateur et les moyens qu'il utilise pour l'atteindre est constitutive d'inégalité et de discrimination.

L'économie des dispositions attaquées a notamment pour conséquence que des personnes investies de l'autorité parentale à l'égard du mineur ayant commis un fait qualifié infraction, le plus souvent les parents, pourraient se retrouver en prison pour que leur enfant ne soit pas lui-même enfermé.

Il est absurde au surplus d'imaginer que la possibilité de la sanction pénale en cas de refus d'accomplir effectivement le stage parental pourrait aider en quoi que ce soit les parents à s'intéresser à la délinquance de leur enfant.

Les dispositions attaquées sont totalement disproportionnées par rapport aux objectifs du législateur. Elles consacrent une régression inacceptable de la responsabilité parentale et de la protection de la jeunesse.

Position du Conseil des ministres

A.54.1. Le Conseil des ministres tient à insister sur le fait que l'infraction sanctionnée est le fait pour les personnes qui sont investies de l'autorité parentale de manifester un désintérêt caractérisé à l'égard de la délinquance des mineurs dont ils sont responsables, d'une part, et de refuser d'accomplir ou de collaborer à un stage parental, d'autre part.

Par ailleurs, l'on peut rappeler que la loi du 8 avril 1965 précitée contient en son article 84 une sanction pénale à l'encontre des parents d'un mineur qui a commis un fait qualifié infraction pour défaut de surveillance.

A.54.2. Selon le Conseil des ministres, le comportement sanctionné par la disposition attaquée est suffisamment clair et précis. Il s'agit du fait, pour les personnes qui sont investies de l'autorité parentale, de manifester un désintérêt caractérisé à l'égard de la délinquance des mineurs dont ils sont responsables, d'une part, et de refuser d'accomplir ou de collaborer à un stage parental, d'autre part.

Le refus d'accomplir un stage parental vise le fait de ne pas exécuter la décision du tribunal et donc de ne pas répondre aux convocations adressées aux parents.

L'absence de collaboration vise le comportement des parents qui ne se rendent aux rendez-vous fixés avec leur accord que de manière aléatoire, de telle sorte que tout travail est rendu impossible.

Force est de constater que la disposition attaquée est formulée en des termes qui permettent à tous les parents de savoir, au moment où ils adoptent un comportement, si celui-ci est ou non punissable par la disposition attaquée.

A.54.3. Le Conseil des ministres soutient que les parties requérantes ne formulent aucun argument en lien avec la prétendue violation de l'article 12 de la Constitution : l'opportunité et la pertinence d'une mesure ne concernent pas le principe de légalité en matière pénale visé par cette disposition.

Position de l'ASBL « Liga voor Mensenrechten »

A.55. L'ASBL « Liga voor Mensenrechten » développe des arguments semblables à ceux des parties requérantes.

*Quant aux conditions de sortie**Position des parties requérantes*

A.56.1. Les parties requérantes soutiennent que les articles 103 et 105 de la loi du 27 décembre 2006 violent l'article 5, § 1er, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Les dispositions attaquées règlent les conditions de sortie auxquelles est soumis un enfant faisant l'objet d'une mesure de placement dans un centre de placement provisoire pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction.

Or, la mise en œuvre des mesures ordonnées par le tribunal de la jeunesse relève de la compétence exclusive des communautés.

A.56.2. Un second moyen est pris à titre subsidiaire de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément, ainsi que, lus à travers les mêmes articles 10 et 11 de la Constitution, des articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, des articles 14.1 et 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Les dispositions attaquées, similaires à celles de l'article 98 de la loi du 27 décembre 2006 précitée, établissent un système dans lequel l'appel du ministère public contre une autorisation de sortie est suspensif durant les quinze jours qui suivent l'acte d'appel.

L'effet suspensif de cet éventuel appel contrevient à l'obligation d'impartialité de la procédure, au principe de l'égalité des armes et est manifestement disproportionné aux objectifs poursuivis.

En pratique, les dispositions attaquées auront pour effet que l'autorisation de sortie, qui est rarement demandée plusieurs semaines avant les circonstances qui la justifient, relève finalement du seul procureur du Roi, qui peut l'empêcher pendant plus de quinze jours sur le simple exercice de son recours.

Le pouvoir d'appréciation du juge de la jeunesse ou de la cour d'appel est ainsi « stérilisé ».

Au surplus, l'effet suspensif risque de paralyser la situation du jeune, évolutive au jour le jour.

Il n'est pas nécessaire de s'interroger sur les effets juridiques propres, dans l'ordre interne, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention relative aux droits de l'enfant. Dès lors que les règles que ces instruments contiennent sont mises en œuvre par l'Etat belge, elles doivent l'être sans discrimination.

A tout le moins, la violation de ces dispositions indique la manifeste disproportion entre les objectifs du législateur et la mise en œuvre des moyens.

Position du Conseil des ministres

A.57.1. Le Conseil des ministres considère que le placement d'un mineur ayant commis un fait qualifié infraction dans un centre fédéral de placement provisoire en application de la loi du 1er mars 2002, ainsi que l'infrastructure au sein de laquelle cette mesure est exécutée relèvent de la compétence de l'autorité fédérale.

Il s'appuie sur l'arrêt n° 166/2003 rendu par la Cour le 17 décembre 2003 et notamment sur son considérant B.3.8.

A.57.2. Le Conseil des ministres renvoie, sur le second moyen, à l'argumentation développée pour le second moyen sous A.53.2.

- B -

Quant à la recevabilité des moyens

B.1. L'ASBL « Liga voor Mensenrechten » a introduit un mémoire en intervention sur la base de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989. Cette disposition ne permet toutefois pas, contrairement à l'article 85, que le mémoire formule des moyens nouveaux. Les moyens formulés ne sont donc pas recevables, mais en ce qu'ils s'apparentent aux moyens formulés dans la requête, ils peuvent être admis en tant qu'observations contenues dans un mémoire.

B.2. Dans un certain nombre de moyens, les parties requérantes invoquent une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec « l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) », « les Principes directeurs de Riyad », « les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de leur liberté » et « les Directives relatives aux enfants dans le système de justice pénale ».

A défaut d'inscription de ces « règles » dans un texte normatif de valeur contraignante, la Cour ne peut contrôler le respect de ces dispositions.

B.3.1. Le Conseil des ministres objecte qu'une violation des articles 10 et 11 de la Constitution est invoquée dans un certain nombre de moyens, sans que soient précisées quelles catégories de personnes doivent être comparées ni dans quel sens la différence de traitement serait discriminatoire.

B.3.2. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

Lorsqu'est invoquée une violation du principe d'égalité et de non-discrimination, il faut en règle générale préciser quelles sont les catégories de personnes qui sont comparées et en quoi la disposition attaquée entraîne une différence de traitement qui serait discriminatoire.

Toutefois, lorsqu'une violation du principe d'égalité et de non-discrimination est alléguée en combinaison avec un autre droit fondamental, il suffit de préciser en quoi ce droit fondamental est violé. La catégorie de personnes pour lesquelles ce droit fondamental est violé doit être comparée à la catégorie de personnes envers lesquelles ce droit fondamental est garanti.

B.3.3. La Cour examinera les moyens pour autant qu'ils satisfassent aux exigences précitées.

Quant au fond

B.4. La loi du 13 juin 2006 « modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction » modifie de façon sensible la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, désormais dénommée « loi relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait ».

Cette loi introduit un titre préliminaire qui expose les principes de l'administration de la justice à l'égard des mineurs; les mesures que le juge de la jeunesse peut prendre ainsi que les facteurs dont il doit tenir compte lorsqu'il impose ces mesures sont sensiblement élargies; la responsabilisation des mineurs délinquants et de leurs parents est poursuivie, en ce qui concerne les mineurs délinquants, par l'instauration du projet dit d'engagements et, en ce qui concerne leurs parents, par la possibilité de proposition d'imposition d'un stage parental; enfin, la procédure de dessaisissement par le tribunal de la jeunesse et le mode de jugement du mineur à la suite d'un dessaisissement sont profondément réformés.

La loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II) a à nouveau modifié quelques articles de la loi du 8 avril 1965. Elle règle également la possibilité pour un mineur de quitter l'établissement dans lequel il est placé.

B.5. Les parties requérantes demandent l'annulation des dispositions portant sur :

1. le stage parental;
2. les mesures que peut prendre le tribunal de la jeunesse;
3. les garanties procédurales concernant plusieurs mesures.

1. *Le stage parental*

B.6. En vertu de l'article 29*bis* de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 5 de la loi du 13 juin 2006 et modifié par l'article 87 de la loi du 27 décembre 2006, le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il déclare établi un fait qualifié infraction pour lequel un mineur est poursuivi, sur réquisition du ministère public ou d'office, ordonner aux personnes qui exercent l'autorité parentale sur ce mineur d'accomplir un stage parental, si elles manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard du comportement délinquant de ce dernier, et si ce désintérêt contribue aux problèmes du mineur. Ce stage parental peut uniquement être ordonné en tant que mesure complémentaire à une mesure imposée au mineur par le juge de la jeunesse s'il peut être bénéfique pour le mineur délinquant lui-même.

En vertu de l'article 45*bis* de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 11 de la loi du 13 juin 2006 et modifié par l'article 89 de la loi du 27 décembre 2006, le procureur du Roi peut proposer d'accomplir un stage parental aux personnes qui exercent l'autorité parentale sur le mineur qui déclare ne pas nier avoir commis un fait qualifié infraction, lorsqu'elles manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard du comportement délinquant et que ce

désintéressé contribue aux problèmes du mineur. Ce stage parental n'est, lui aussi, possible que s'il peut être bénéfique pour le mineur délinquant lui-même.

B.7.1. Le premier moyen est pris de la violation des règles répartitrices de compétence. Selon les parties requérantes, l'instauration de la possibilité de proposer et d'imposer un stage parental ne relèverait pas de la compétence du législateur fédéral. La mesure ferait partie de la politique familiale, de la politique en matière d'aide sociale et de la protection de la jeunesse.

B.7.2. En vertu de l'article 5, § 1er, II, 1°, 2° et 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les communautés sont compétentes pour :

« 1° La politique familiale en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants.

2° La politique d'aide sociale, en ce compris les règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale, à l'exception :

[...]

6° La protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale et la protection judiciaire, à l'exception :

a) des règles du droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, telles qu'elles sont établies par le Code civil et les lois qui le complètent;

b) des règles de droit pénal érigeant en infraction les comportements qui contreviennent à la protection de la jeunesse et établissant des peines qui punissent ces manquements, en ce compris les dispositions qui ont trait aux poursuites, sans préjudice de l'article 11;

c) de l'organisation des juridictions de la jeunesse, de leur compétence territoriale et de la procédure devant ces juridictions;

d) de la détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction;

e) de la déchéance de l'autorité parentale et de la tutelle sur les prestations familiales ou autres allocations sociales ».

B.7.3. Les communautés ont, en vertu de cette disposition, la plénitude de compétence pour régler la protection de la jeunesse dans la plus large acception du terme, sauf les exceptions qui y sont explicitement mentionnées.

B.7.4. Le stage parental vise à offrir une réponse au comportement délinquant des jeunes en abordant une de ses causes, à savoir le désintérêt de certains parents à l'égard du comportement délinquant de leurs enfants.

Il ressort de l'exposé des motifs que le législateur s'est inspiré de la recommandation suivante du Conseil de l'Europe concernant les nouvelles manières de traiter la criminalité de la jeunesse et le rôle du droit de la jeunesse :

« Il conviendrait d'encourager les parents (ou les tuteurs légaux) à prendre conscience de leurs responsabilités envers le comportement délictueux des jeunes enfants et à les assumer. Ils devraient être présents aux audiences des tribunaux (à moins que cela ne soit considéré comme allant à l'encontre du but visé) et, lorsque les circonstances le permettent, se voir proposer aide, soutien et conseil. Si cela se justifie, ils devraient être tenus d'accepter un accompagnement psychosocial ou de suivre une formation à l'exercice des responsabilités parentales, de veiller à ce que leur enfant fréquente l'école et d'assister les organismes officiels dans l'exécution des sanctions et mesures dans la communauté » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/001, pp. 18-19).

B.7.5. Bien que le stage parental bénéficie aussi indirectement au mineur, il s'agit d'une mesure qui, de par sa nature même, s'applique aux seuls parents du mineur et qui vise en substance à leur faire prendre conscience de leur rôle et de leur responsabilité de parents et à les encadrer au moment de la reprise de l'éducation de leur enfant et du rétablissement de l'autorité parentale sur celui-ci. Le stage parental présente dans ce sens une analogie avec la mesure d'assistance éducative que prévoyait à l'origine les articles 30 et 31 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Le stage parental ne fait pas partie de l'exception prévue en faveur de l'autorité fédérale, mentionnée à l'article 5, § 1er, II, 6°, d), de la loi spéciale du 8 août 1980, à savoir : « la détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction ».

B.7.6. Pour pouvoir exercer utilement sa compétence à l'égard de ces mineurs, le législateur fédéral a pu toutefois juger nécessaire de responsabiliser les parents qui manifestent du désintérêt à l'égard du comportement délinquant de leurs enfants mineurs. Etant donné qu'il s'agit ainsi d'une mesure d'encadrement ayant un champ d'application particulièrement limité, il n'apparaît pas que l'exercice par les communautés de leur compétence en matière de protection de la jeunesse, de politique familiale et d'aide sociale ait été, de ce fait, affecté de manière disproportionnée.

A cet égard, la Cour constate du reste qu'avant l'adoption des mesures attaquées, une concertation a eu lieu avec les communautés (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 5), qu'un accord de coopération a été conclu le 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune au sujet de l'organisation et du financement du stage parental et que les assemblées législatives respectives ont marqué leur assentiment à cet accord de coopération.

B.7.7. Le moyen n'est pas fondé.

B.8.1. Les deuxième, troisième et quatrième moyens dirigés contre les dispositions mentionnées en B.6 en matière de stage parental sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6 et 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec le principe général de droit de la personnalité des peines, ainsi que de la violation de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

B.8.2. Les moyens partent erronément de la supposition que le stage parental doit être considéré comme une peine au sens des dispositions constitutionnelles et conventionnelles précitées.

Le stage parental est sans doute un moyen permettant au juge de la jeunesse de rappeler à l'ordre des parents qui ont manifesté un désintérêt caractérisé à l'égard de leur enfant mais, comme il est exposé en B.7.5, il présente toutes les caractéristiques d'une mesure d'encadrement et non d'une mesure pénale.

B.8.3. Les moyens ne sont pas fondés.

B.9.1. Le cinquième moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que le stage parental impliquerait une ingérence disproportionnée dans la vie privée et familiale des personnes concernées.

B.9.2. Même si une mesure qui accompagne et assiste les parents dans leur rôle d'éducateur pouvait être considérée comme une ingérence dans leur vie privée et familiale, il ne s'agirait pas d'une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée et familiale, eu égard, d'une part, à l'objectif social contraignant, poursuivi par la mesure, de responsabilisation de certains parents et, d'autre part, au champ d'application particulièrement limité du stage parental.

B.9.3. Le moyen n'est pas fondé.

B.10. Les parties requérantes demandent ensuite l'annulation de l'article 25 de la loi du 13 juin 2006, qui rétablit l'article 85 de la loi du 8 avril 1965, abrogé par la loi du 10 août 2005.

Sur la base de cette disposition, les personnes investies de l'autorité parentale qui refusent d'accomplir le stage parental imposé par le tribunal de la jeunesse ou de collaborer à son exécution, peuvent être condamnées à un emprisonnement d'un à sept jours et à une amende d'un à vingt-cinq euros ou à une de ces peines seulement.

B.11.1. Le premier moyen dirigé contre cette disposition est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec le principe de la personnalité des peines.

B.11.2. Contrairement à ce que semblent supposer les parties requérantes, la peine n'est pas infligée en raison de l'infraction qu'a commise un mineur et à la suite de laquelle le stage parental pouvait être imposé, mais uniquement à cause du refus, par les personnes investies de l'autorité parentale, de suivre le stage parental ou de collaborer à son exécution.

B.11.3. Le moyen n'est pas fondé.

B.12.1. Les deuxième et troisième moyens sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, et d'une violation de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

B.12.2. Lorsque le non-respect d'une disposition peut donner lieu à une poursuite pénale, le principe de légalité garanti par l'article 12, alinéa 2, de la Constitution et l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme exige que cette disposition soit formulée en des termes qui permettent à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci est ou non punissable.

B.12.3. Le comportement qui peut donner lieu à une poursuite pénale en vertu de la disposition attaquée est le refus de suivre le stage parental imposé par le tribunal de la jeunesse ou le refus de collaborer à son exécution.

Un refus est une attitude de rejet qui peut être constatée objectivement par le juge. Le législateur a ainsi indiqué, en des termes suffisamment précis, clairs et offrant la sécurité juridique, quels faits sont sanctionnés, afin, d'une part, que celui qui adopte un comportement puisse évaluer préalablement, de manière satisfaisante, quelle sera la conséquence pénale de ce comportement et afin, d'autre part, que ne soit pas laissé au juge un trop large pouvoir d'appréciation.

Au demeurant, le principe de légalité en matière pénale n'empêche pas que la loi attribue un pouvoir d'appréciation au juge. Il faut en effet tenir compte du caractère de généralité des lois, de la diversité des situations auxquelles elles s'appliquent et de l'évolution des comportements qu'elles répriment.

B.12.4. Les moyens ne sont pas fondés.

2. Les mesures que peut prendre le tribunal de la jeunesse

B.13. Les parties requérantes attaquent plusieurs dispositions de la loi du 13 juin 2006 en ce qui concerne les mesures que le tribunal de la jeunesse peut prendre, plus précisément :

a) certains des critères dont le tribunal de la jeunesse doit tenir compte lorsqu'il impose des mesures de garde, de préservation et d'éducation;

b) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de cumuler les mesures (provisoires) de garde, de préservation et d'éducation;

c) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse d'imposer au mineur plusieurs formes d'assistance en matière de santé mentale et de dépendance;

d) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de prononcer des mesures à l'égard de mineurs de moins de douze ans;

e) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de lier le sursis du placement du mineur à la condition que soit exécutée une prestation éducative de 150 heures au plus;

f) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse d'imposer des règles comme condition de maintien dans le milieu de vie;

g) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de prendre des mesures lorsque le mineur exécute son projet de manière insuffisante;

h) les nouvelles conditions d'accès à un régime éducatif ouvert d'une institution communautaire publique de protection de la jeunesse;

i) les modifications apportées à la disposition qui concerne la médiation proposée par le procureur du Roi.

a) *Les critères dont le tribunal de la jeunesse doit tenir compte*

B.14.1. En vertu de l'article 37, § 1er, de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 7, 1°, de la loi du 13 juin 2006, le tribunal de la jeunesse doit, lorsqu'il impose des mesures de garde, de préservation et d'éducation, prendre en compte (1°) la personnalité et le degré de maturité de l'intéressé, (2°) son cadre de vie, (3°) la gravité des faits, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis, les dommages et les conséquences pour la victime, (4°) les mesures antérieures prises à l'égard de l'intéressé et son comportement durant l'exécution de celles-ci, (5°) la sécurité de l'intéressé et (6°) la sécurité publique.

Dans un moyen unique, les parties requérantes font valoir que l'obligation de prendre en compte « la gravité des faits », « les dommages et les conséquences pour la victime » et « la sécurité publique » est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Ces critères seraient sans rapport avec l'objectif des mesures à prendre ou seraient pour le moins disproportionnés à cet objectif.

B.14.2. L'article 3.1 de la Convention relative aux droits de l'enfant énonce :

« Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ».

Les articles 40.1 et 40.3 de la même Convention portent :

« 1. Les Etats parties reconnaissent à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale le droit à un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales d'autrui, et qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci.

[...]

3. Les Etats parties s'efforcent de promouvoir l'adoption de lois, de procédures, la mise en place d'autorités et d'institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale, et en particulier :

a) d'établir un âge minimum au-dessous duquel les enfants seront présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale;

b) de prendre des mesures, chaque fois que cela est possible et souhaitable, pour traiter ces enfants sans recourir à la procédure judiciaire, étant cependant entendu que les droits de l'homme et les garanties légales doivent être pleinement respectés ».

B.14.3. Les critères énumérés par l'article 37, § 1er, contribuent à objectiver les décisions du tribunal de la jeunesse et permettent de moduler les mesures en fonction de la situation personnelle du jeune (âge de l'auteur, spécificité de la situation, besoins spécifiques).

B.14.4. S'agissant en particulier de l'intérêt du mineur, même s'il n'y est pas fait une référence expresse parmi ces critères, le 5° du titre préliminaire de la loi du 8 avril 1965 qui dispose que les mineurs jouissent des droits et des libertés énoncés par la Constitution et par la Convention relative aux droits de l'enfant démontre que le juge de la jeunesse doit respecter en tout état de cause ces dispositions quand il prend une mesure à l'égard d'un mineur.

B.14.5. Le moyen n'est pas fondé.

b) *Le cumul de mesures*

B.15.1. L'article 37, § 2, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006, précise les mesures de garde, de préservation et d'éducation que le tribunal de la jeunesse peut ordonner. L'article 52 de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 17 de la loi du 13 juin 2006, énonce quelles mesures provisoires de garde le juge de la jeunesse peut ordonner. Le grief des parties requérantes porte sur la possibilité d'ordonner ces mesures « de façon cumulative ».

Le moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1 et 40.1 de la Convention relative aux droits de l'enfant. La possibilité de cumuler des mesures ne serait pas conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant et serait en tout état de cause disproportionnée à l'objectif du législateur. En outre, les possibilités d'exécution de certaines mesures seraient insuffisantes.

B.15.2. Dès lors que chacune des mesures éventuelles, considérée séparément, doit être réputée avoir été prise dans l'intérêt du mineur, il n'y a pas de raison d'admettre qu'un éventuel cumul de mesures ne servirait pas l'intérêt du mineur. Une obligation de motivation renforcée incombe à cet égard au tribunal de la jeunesse (article 37, § 2^{quinquies}, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 7, 6°, de la loi du 13 juin 2006; article 52, alinéas 5 et 6, de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 17 de la loi du 13 juin 2006).

B.15.3. Le grief portant sur les possibilités insuffisantes d'exécution de certaines mesures, il concerne l'application de la loi et échappe donc au pouvoir de contrôle de la Cour.

B.15.4. Le moyen n'est pas fondé.

c) *Les mesures d'assistance en matière de santé mentale et de dépendance*

B.16.1. Font notamment partie des mesures de garde, de préservation et d'éducation que le tribunal de la jeunesse peut prendre à l'égard d'un mineur, en vertu de l'article 37, § 2, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006, l'obligation de suivre un traitement ambulatoire auprès d'un service psychologique ou psychiatrique, auprès d'un service d'éducation sexuelle ou auprès d'un service compétent dans le domaine de l'alcoolisme ou de la toxicomanie (5°), le fait de le confier à une personne morale proposant l'encadrement de la réalisation d'une prestation positive consistant soit en une formation soit en la participation d'une activité organisée (6°), le placement dans un service hospitalier (9°) et le placement résidentiel dans un service compétent en matière d'alcoolisme, de toxicomanie

ou de toute autre dépendance, si un rapport médical circonstancié, datant de moins d'un mois, atteste que l'intégrité physique ou psychique de l'intéressé ne peut être protégée d'une autre manière (10°).

Selon les parties requérantes, ces mesures sont contraires aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 3.1, 3.3, 16, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi qu'avec le principe de la sécurité juridique. Elles font valoir que lesdits services ne doivent pas être spécialisés dans les problèmes des enfants ou être reconnus ou organisés par les communautés. Il n'est pas davantage requis que les jeunes qui font l'objet de ces mesures soient séparés des adultes. Elles estiment enfin que personne ne peut être contraint de se faire soigner.

B.16.2. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme énonce :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

Les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ont été cités en B.14.2.

L'article 3.3 de la même Convention dispose :

« Les Etats parties veillent à ce que le fonctionnement des institutions, services et établissements qui ont la charge des enfants et assurent leur protection soit conforme aux normes fixées par les autorités compétentes, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la santé et en ce qui concerne le nombre et la compétence de leur personnel ainsi que l'existence d'un contrôle approprié ».

L'article 16 de la même Convention porte :

« 1. Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

2. L'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes ».

B.16.3. Il ne peut être déduit ni de la disposition attaquée ni d'un quelconque autre élément que le législateur n'ait pas respecté les engagements internationaux découlant des articles 3 et 40 de la Convention relative aux droits de l'enfant. C'est la volonté contraire qui ressort d'ailleurs du titre préliminaire de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 3 de la loi du 13 juin 2006.

Par ailleurs, les parties requérantes n'exposent pas en quoi il serait porté atteinte au principe de la sécurité juridique.

B.16.4. Le droit à l'intégrité physique et psychique constitue un aspect fondamental du droit au respect de la vie privée. Une atteinte à cette intégrité, même si elle est limitée, comme dans le cas d'une intervention médicale forcée, peut donc constituer une ingérence dans la vie privée (CEDH, 5 juillet 1999, *Matter* c. Slovaquie, § 64; CEDH, 22 juillet 2003, *Y.F.* c. Turquie, § 33).

Toute ingérence des autorités dans le droit au respect de la vie privée doit être prescrite par une disposition législative suffisamment précise et correspondre à un besoin social impérieux, ce qui est le cas en l'espèce.

Une intervention médicale forcée ne saurait être considérée comme une mesure justifiée que si la nécessité thérapeutique en est établie (*mutatis mutandis* CEDH, 19 juin 2007, *Ciorap* c. Moldavie, § 77).

B.16.5. Pour le placement résidentiel dans un service compétent en matière d'alcoolisme, de toxicomanie ou de toute autre forme de dépendance, le législateur a prévu explicitement que cette mesure ne peut être imposée que s'il ressort d'un rapport médical circonstancié de moins d'un mois que l'intégrité physique ou psychique de l'intéressé ne peut être protégée d'une autre manière.

En ce qui concerne les autres mesures qui impliquent un traitement médical obligatoire, ce qui est le cas pour le traitement ambulatoire auprès d'un service psychiatrique et pour le placement dans un service hospitalier, l'article 37, § 2, de la loi du 8 avril 1965 doit être interprété, à la lumière des dispositions conventionnelles précitées, comme imposant que ces mesures soient également fondées sur une appréciation médicale.

B.16.6. Sous réserve de ce qui est exprimé en B.16.5, le moyen n'est pas fondé.

d) *Les mesures prises à l'égard des mineurs de moins de douze ans*

B.17.1. En vertu de l'article 37, § 2, alinéa 1er, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006 et modifié par l'article 88 de la loi du 27 décembre 2006, certaines mesures peuvent également être ordonnées à l'égard de personnes de moins de douze ans déferées du chef d'un fait qualifié infraction. Il s'agit de réprimander le mineur (1°), de le soumettre à la surveillance du service social compétent (2°) et de le soumettre à un accompagnement éducatif intensif et à un encadrement individualisé d'un éducateur référent (3°).

Selon les parties requérantes, l'abaissement de la limite d'âge est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.17.2. Les dispositions conventionnelles précitées impliquent certes l'obligation d'établir un âge minimal au-dessous duquel les enfants sont présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale, mais sans fixer cet âge. Toutefois, les mesures prévues par la disposition attaquée n'ont pas de caractère pénal mais sont uniquement des mesures de garde, de préservation et d'éducation. En outre, l'article 37, § 1er, alinéa 2, prévoit que pour rendre sa décision, le tribunal de la jeunesse prend en compte, notamment, la personnalité et le degré de maturité des mineurs.

B.17.3. Le moyen n'est pas fondé.

e) *Le sursis conditionnel au placement du mineur*

B.18.1. En vertu de l'article 37, § 2, alinéa 5, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 7, 2°, de la loi du 13 juin 2006, le tribunal peut surseoir à l'exécution de la mesure de placement pour une durée de six mois à compter de la date du jugement, pour autant que l'intéressé s'engage à effectuer une prestation éducative et d'intérêt général à raison de 150 heures au plus.

Selon les parties requérantes, la condition pour surseoir à la mesure de placement est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 3.1, 16, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles estiment en substance que le maintien du mineur dans la famille doit pouvoir être garanti au moyen du sursis à d'autres conditions.

B.18.2. L'article 37, § 2, alinéa 5, de la loi du 8 avril 1965, inséré par la loi du 13 juin 2006, vise à limiter le nombre de placements en permettant aux jeunes concernés - bien qu'une telle mesure de placement semble indiquée - de néanmoins demeurer dans leur famille à condition de s'engager à exécuter une prestation éducative et d'intérêt général de 150 heures au plus. Cette disposition doit être lue conjointement avec l'article 37, § 2, alinéa 3, qui prévoit une hiérarchie dans les mesures que le tribunal de la jeunesse peut prendre, hiérarchie qui donne la préférence à des mesures permettant au jeune de continuer à séjourner dans son milieu de vie. Ce n'est que lorsque ces mesures ne constituent pas une réaction appropriée au comportement du jeune qu'une mesure de placement peut être prise, le placement dans une section ouverte bénéficiant de la préférence par rapport au placement dans une section fermée. Le tribunal de la jeunesse doit du reste motiver particulièrement cette mesure sur la base des critères et des circonstances spécifiques visés à l'article 37, § 1er, et, pour ce qui concerne le placement dans une section éducative fermée, compte tenu des priorités visées à l'article 37, § 2, alinéa 3 (article 37, § 2*quinquies*).

En vertu de l'article 37, § 2*bis*, le tribunal de la jeunesse peut subordonner le maintien des intéressés dans leur milieu de vie à diverses conditions, exprimées au moyen, dès lors que cette disposition vise à éviter autant que possible les placements.

La mesure attaquée est également dictée par ce souci et vise à donner une dernière chance à l'intéressé afin d'éviter un tel placement. Lorsque la prestation de nature éducative et d'intérêt général de 150 heures au plus aboutit au résultat espéré, il n'y aura pas lieu de procéder à l'exécution de la mesure de placement, qui implique évidemment une plus grande ingérence dans la vie privée et familiale du jeune concerné.

La mesure est prévue par la loi et peut être réputée nécessaire, dans une société démocratique, à la défense de l'ordre, à la prévention de faits qualifiés infractions et à la protection des droits et des libertés d'autrui. Elle n'est pas disproportionnée à l'objectif poursuivi par le législateur.

B.18.3. Le moyen n'est pas fondé.

f) *Les conditions du maintien du mineur dans son milieu de vie*

B.19.1. En vertu de l'article 37, § 2bis, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 7, 3°, de la loi du 13 juin 2006, le tribunal peut subordonner le maintien des personnes qui lui sont déférées dans leur milieu de vie à certaines conditions, parmi lesquelles le non-exercice de certaines activités (8°), le respect d'une interdiction de sortir (9°) et le respect d'autres conditions ou interdictions ponctuelles que le tribunal détermine (10°).

Selon les parties requérantes, ces conditions sont contraires aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 3.1, 7, 9, 16, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi qu'avec le principe de la sécurité juridique, en ce qu'elles accorderaient au juge un pouvoir d'appréciation trop vaste et porteraient atteinte de manière disproportionnée au droit au respect de la vie privée et familiale du mineur et de ses parents.

B.19.2. Les conditions auxquelles est subordonné le maintien du mineur dans son cadre de vie constituent de par leur nature même une ingérence dans le droit au respect de la vie privée et familiale.

B.19.3. Les conditions critiquées, comme du reste toutes les mesures déjà examinées, ne peuvent être imposées que lorsqu'un mineur fait l'objet d'une procédure en raison de la commission d'un fait qualifié infraction.

Toute personne qui se trouve dans cette situation peut, sur la base de la disposition attaquée, prévoir dans une mesure raisonnable les effets que cette procédure peut avoir pour sa vie privée et familiale. En outre, les conditions critiquées peuvent être jugées nécessaires dans une société démocratique en vue de protéger l'ordre public et de prévenir des infractions. Le fait qu'elles octroient un large pouvoir d'appréciation au juge ne suffit pas pour conclure à une violation du droit au respect de la vie privée et familiale dès lors que le juge est lui-même tenu, lorsqu'il impose une condition au maintien d'un mineur dans son cadre de vie, de vérifier s'il n'est de la sorte pas porté atteinte de manière disproportionnée à ce droit.

L'imposition des conditions précitées est à cet égard soumise à une obligation de motivation particulière par le tribunal de la jeunesse (article 37, § 2^{quinquies}, de la loi du 8 avril 1965).

B.19.4. Le moyen n'est pas fondé.

g) *L'exécution insuffisante du projet du mineur*

B.20.1. Par application de l'article 37, § 2^{ter}, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 7, 4°, de la loi du 13 juin 2006, le mineur qui fait l'objet d'une procédure en raison de la commission d'un fait qualifié infraction peut proposer au tribunal un projet écrit, dans lequel il prend certains engagements, comme la formulation d'excuses écrites ou orales, la réparation en nature des dommages causés, la participation à une offre restauratrice, la participation à un programme de réinsertion scolaire ou la participation à des activités précises

dans le cadre d'un projet d'apprentissage et de formation, le fait de suivre un traitement ambulatoire et la présentation auprès des services d'aide à la jeunesse (article 37, § 2^{ter}, alinéa 1^{er}, 1° à 7°).

Si le tribunal de la jeunesse approuve ce projet, il confie le contrôle de son exécution au service social compétent (article 37, § 2^{ter}, alinéa 3).

Si le projet n'a pas été exécuté ou a été exécuté de manière insuffisante, le tribunal peut ordonner une autre mesure (article 37^{ter}, § 2^{ter}, alinéa 3).

Les parties requérantes font valoir que la disposition citée en dernier lieu est contraire aux articles 10, 11 et 22^{bis} de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi qu'avec le principe de la sécurité juridique, en ce que l'« exécution insuffisante » est un critère vague et imprécis qui serait insuffisamment prévisible.

B.20.2. L'article 22^{bis} de la Constitution énonce :

« Chaque enfant a droit au respect de son intégrité morale, physique, psychique et sexuelle.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

Les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ont déjà été cités en B.14.2.

B.20.3. Les engagements qui ont été pris dans le projet écrit et qui sont définis dans la loi de manière précise sont de nature à ce que le tribunal de la jeunesse puisse établir objectivement et raisonnablement s'ils sont exécutés intégralement ou seulement partiellement. Il arrive du reste à cette constatation par une décision motivée prise à l'issue d'un débat contradictoire, dans le respect des droits de la défense et, le cas échéant, en présence de l'avocat du mineur.

B.20.4. Le moyen n'est pas fondé.

h) *Les conditions d'accès à un régime éducatif ouvert d'une institution communautaire publique de protection de la jeunesse*

B.21.1. L'article 37, § 2^{quater}, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 7, 5°, de la loi du 13 juin 2006, expose les conditions auxquelles est subordonné le placement de personnes qui ont douze ans ou plus dans un régime éducatif ouvert d'une institution communautaire publique de protection de la jeunesse. Ce placement est en l'occurrence possible si ces personnes « ont commis un fait qualifié coups et blessures » (article 37, § 2^{quater}, alinéa 1^{er}, 2°).

Selon les parties requérantes, cette disposition viole les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en ce qu'en égard à la large portée de la notion pénale de « coups et blessures », elle serait disproportionnée aux objectifs du législateur.

B.21.2. Le législateur a pu postuler que l'atteinte portée à l'intégrité physique était suffisamment grave et préoccupante pour justifier le placement dans un régime éducatif ouvert d'une institution communautaire publique de protection de la jeunesse.

Toutefois, la condition contestée ne dispense pas le juge de la jeunesse de l'examen du caractère adéquat de la mesure visée. Il ne peut imposer la mesure de placement qu'en tenant compte des facteurs mentionnés à l'article 37, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965 et de la préférence exprimée par le législateur à l'article 37, § 2, en particulier les intérêts de l'enfant.

B.21.3. Le moyen n'est pas fondé.

i) *Les modifications de la disposition qui concerne la médiation proposée par le procureur du Roi*

B.22.1. En vertu de l'article 45*quater* de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 13 de la loi du 13 juin 2006, le procureur du Roi peut faire une proposition de médiation à la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et à la victime, à certaines conditions.

Cette disposition est attaquée par les parties requérantes dans une autre requête (affaire n° 4081). Dans la requête actuellement soumise, elles attaquent toutefois les dernières modifications de cette disposition.

L'article 90 de la loi du 27 décembre 2006 a remplacé dans le texte français de l'article 45*quater*, § 2, alinéa 2, le mot « présumée » par le mot « soupçonnée d' ».

L'article 91 de la même loi a remplacé à l'article 45*quater*, § 3, alinéa 2, les mots « l'auteur du fait qualifié infraction » par les mots « la personne visée à l'article 36, 4° ».

B.22.2. Les griefs des parties requérantes sont en réalité dirigés contre l'article 13 de la loi du 13 juin 2006, non attaqué dans cette requête, et non contre les articles 90 et 91 de la loi du 27 décembre 2006, qui ne visent du reste pas à modifier la portée de l'article 45*quater* de la loi du 8 avril 1965.

Ces griefs ne sont pas recevables.

3. *Les garanties procédurales*

B.23. Les parties requérantes font valoir que les dispositions des lois des 13 juin 2006 et 27 décembre 2006 concernant les mesures que le tribunal de la jeunesse ou, le cas échéant, le juge d'instruction peut prendre, présentent plusieurs vices de procédure, en ce qui concerne :

- a) le défaut d'assistance d'un avocat devant le juge d'instruction;
- b) l'amende en cas de non-comparution;
- c) les garanties procédurales en matière de mesures provisoires;
- d) les régimes de sorties;
- e) les garanties procédurales en matière de dessaisissement.

a) *Le défaut d'assistance d'un avocat devant le juge d'instruction*

B.24.1. Les parties requérantes demandent l'annulation des mots « Le juge d'instruction peut néanmoins avoir un entretien particulier avec l'intéressé » figurant dans l'article 49, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965. Cette disposition serait incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution lus séparément ou en combinaison avec les articles 6.1 et 6.3 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 14.1 et 14.3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec l'article 40.2, b), ii), de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.24.2. En principe, seul le juge de la jeunesse est habilité à prendre une mesure de garde à l'égard d'un mineur. Toutefois, le juge d'instruction peut décider d'une telle mesure, en application de l'article 49 de la loi du 8 avril 1965, dans des situations exceptionnelles et urgentes, par exemple lorsque le juge de la jeunesse, qui est normalement compétent pour en connaître, est indisponible.

B.24.3. Par son arrêt n° 184/2004 du 16 novembre 2004, la Cour a jugé que les articles 49 et 52^{ter} de la loi du 8 avril 1965 violaient les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que l'article 49 ne prévoyait pas l'assistance obligatoire d'un avocat pour le mineur comparissant devant le juge d'instruction alors qu'il aurait bénéficié de l'assistance d'un avocat si la même mesure avait été prise par le juge de la jeunesse sur la base de l'article 52^{ter}, et alors que la mesure de garde en cause est susceptible d'avoir de graves conséquences sur les droits du mineur.

B.24.4. L'article 49, modifié par l'article 15 de la loi du 13 juin 2006, qui prévoit que, chaque fois qu'il comparaît devant le juge d'instruction, l'intéressé a droit à l'assistance d'un avocat, mais que le juge d'instruction peut également avoir un entretien particulier avec l'intéressé, a été aligné sur l'article 52^{ter}, qui autorise également le juge de la jeunesse à avoir un entretien particulier avec l'intéressé lors de la phase d'instruction.

B.24.5. Il n'existe donc plus de différence de traitement selon que le mineur comparaît devant le juge d'instruction ou devant le juge de la jeunesse.

B.24.6. Il est vrai que, contrairement à ce qui est prévu à l'article 52^{ter}, alinéa 4, en ce qui concerne le juge de la jeunesse, le juge d'instruction n'est pas tenu de communiquer ou de notifier sa décision au mineur et aux autres parties avec l'indication des voies de recours.

B.24.7. Toutefois, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 49, lorsque le juge d'instruction prend une mesure de garde, il en donne avis, simultanément et par écrit, au tribunal de la jeunesse, lequel « exerce dès lors ses attributions et statue dans les deux jours ouvrables, conformément aux articles 52^{ter} et 52^{quater} ».

Si le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu ou de renvoi devant le tribunal de la jeunesse, il ne peut le faire, en application de l'alinéa 4 de l'article 49, qu'après un débat contradictoire, au cours duquel le mineur aura bénéficié de l'assistance d'un avocat et après que le mineur et les personnes intéressées auront pu prendre connaissance du dossier.

B.24.8. Dès lors que l'article 49 garantit qu'aucune décision ne pourra être prise par le juge d'instruction à l'égard du mineur sans que celui-ci ait bénéficié de l'assistance d'un avocat, cette disposition ne viole pas les dispositions invoquées au moyen même si, de même que l'article 52^{ter}, il n'exclut pas la possibilité pour le juge d'instruction d'avoir un entretien particulier avec le mineur.

B.24.9. Le moyen n'est pas fondé.

b) *L'amende en cas de non-comparution*

B.25.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 51, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 8 avril 1965 en ce qu'il permet au tribunal de la jeunesse de condamner à une amende d'un à cent cinquante euros les parties - le mineur ou les personnes investies de l'autorité parentale - qui ne comparaissent pas et qui ne peuvent justifier leur non-comparution. Les parties requérantes estiment que ces dispositions violent les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou en combinaison avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles considèrent en particulier que cette sanction pécuniaire serait manifestement inadéquate et disproportionnée en ce qu'elle vise aussi le mineur, ce dernier étant ainsi traité comme un délinquant adulte, ce qui serait contraire aux dispositions internationales visées au moyen. Elles considèrent aussi que la circonstance que les personnes condamnées pourraient, sur une seconde invitation à comparaître, produire des excuses légitimes et être déchargées de l'amende n'a pas pour effet de rendre constitutionnelle la possibilité de sanction.

B.25.2. Le législateur peut décourager les absences injustifiées lorsqu'il estime que la présence des intéressés est d'une importance primordiale, à la condition de ne pas porter atteinte à leurs droits de défense. En l'espèce, le législateur a pu estimer que la présence à l'audience des personnes investies de l'autorité parentale était suffisamment importante, non seulement à leur égard mais également vis-à-vis du mineur concerné, pour justifier une mesure tendant à décourager leur absence.

La possibilité d'infliger une amende est une mesure pertinente pour garantir la comparution des personnes majeures concernées devant le tribunal de la jeunesse. Une amende d'un à 150 euros ne saurait à cet égard être considérée comme une mesure disproportionnée.

En outre, une décharge de l'amende peut être obtenue si les intéressés, faisant suite à une seconde invitation à comparaître, peuvent produire des excuses légitimes (article 51, § 2, alinéa 4, de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 16, 3°, de la loi du 13 juin 2006).

B.25.3. En revanche, quelle que soit l'importance accordée par le législateur à la comparution du mineur concerné, elle ne saurait justifier que ne soient pas respectées, en cette hypothèse, les garanties qu'il a voulu mettre en place en vue d'assurer la protection des mineurs, y compris lorsqu'ils sont auteurs de faits qualifiés infractions.

B.25.4. En ce qu'il s'applique aux mineurs qui ne comparaissent pas devant le tribunal, l'article 51, § 2, alinéa 3, de la loi du 8 avril 1965 viole les dispositions invoquées au moyen.

B.25.5. Dans cette mesure, le moyen est fondé.

c) Les garanties procédurales en matière de mesures provisoires

B.26.1. L'article 52 de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 17, 1°, de la loi du 13 juin 2006, énonce que les mesures provisoires ne peuvent être prises que pour une durée aussi brève que possible, lorsqu'il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que la finalité de la mesure provisoire ne peut être atteinte d'une autre manière (alinéa 6). Il précise qu'aucune mesure provisoire ne peut être prise en vue d'exercer une sanction immédiate ou toute autre forme de contrainte (alinéa 7).

L'article 52^{quater} de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 19 de la loi du 13 juin 2006, dispose que la mesure provisoire qui consiste à ordonner une mesure de garde en régime éducatif fermé ne peut être prise qu'à certaines conditions, parmi lesquelles l'existence d'indices sérieux de culpabilité.

Selon les parties requérantes, ces dispositions sont incompatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 14.1 et 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. En ce que rien n'empêche que le juge qui statue sur le fond soit le même que celui qui a ordonné une mesure provisoire et qui a constaté qu'il y a suffisamment d'indices sérieux de culpabilité, le principe d'impartialité serait violé.

B.26.2. En raison de la spécificité de la protection de la jeunesse, telle qu'elle est organisée par la loi du 8 avril 1965, dont les principes sont réaffirmés dans le titre préliminaire introduit par la loi attaquée, le juge de la jeunesse doit pouvoir prendre des mesures qui lui permettent d'acquérir une connaissance approfondie de la personnalité du mineur et de son milieu de vie, de suivre son évolution et de déterminer, d'adopter et, au besoin, de modifier en connaissance de cause les mesures les plus appropriées à sa protection et à son éducation.

B.26.3. Pour autant que les mesures prises par le juge de la jeunesse correspondent à cet objectif de protection, il est conforme à l'intérêt du mineur, et il n'est pas incompatible avec les dispositions dont la violation est alléguée, que le même juge puisse intervenir tout au long de la procédure, le législateur ayant voulu rendre celle-ci aussi souple que possible afin que le juge puisse nouer un contact direct avec les parties et tenir compte de la psychologie particulière des mineurs. Le fait que ce juge prenne des mesures provisoires puis statue au fond n'est pas de nature à susciter un doute légitime quant à son indépendance et son impartialité.

B.26.4. Le tribunal de la jeunesse n'a pas pour tâche de se prononcer, lorsqu'il prend des mesures provisoires, sur les éléments constitutifs de l'infraction ni sur la culpabilité du mineur

puisque'il s'agit essentiellement de mesures temporaires et transitoires prises dans l'intérêt du mineur sur la base de données disponibles à ce moment de la procédure, lorsque ces mesures sont estimées urgentes.

De telles mesures impliquent nécessairement que le juge ne les prendra que s'il estime, au terme d'un examen sommaire du dossier, qu'il existe des éléments justifiant sa saisine. Le législateur peut donc prévoir que de telles mesures ne peuvent être prises qu'à l'égard d'un mineur ayant commis un fait qualifié infraction.

B.26.5. La disposition attaquée ajoute toutefois que les mesures prévues à l'article 52 ne peuvent être prises que « lorsqu'il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité » et la mesure prévue par l'article 52^{quater} peut être ordonnée s'« il existe des indices sérieux de culpabilité ». En exigeant, par analogie avec la législation en matière de détention préventive applicable aux adultes, la constatation formelle par le tribunal de la jeunesse de l'existence d'indices sérieux de culpabilité, les dispositions attaquées peuvent amener celui-ci à trancher des questions coïncidant avec celle qu'il devra traiter en se prononçant sur le fond (voir CEDH, 23 août 1993, *Nortier c. Pays-Bas*, §§ 33 à 37).

B.26.6. Il convient donc, afin de conserver au juge de la jeunesse la mission que la loi lui confie et d'éviter qu'il ne puisse cumuler des fonctions incompatibles, d'annuler les mots « il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que » dans l'article 52, alinéa 6, de la loi du 8 avril 1965 et les mots « il existe des indices sérieux de culpabilité » dans l'article 52^{quater}, alinéa 2, 1^o, de la même loi.

d) *Les régimes de sorties*

B.27.1. L'article 52^{quater}, alinéas 3 à 6, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 98 de la loi du 27 décembre 2006, soumet les sorties du mineur placé en régime éducatif fermé aux conditions suivantes :

- les sorties de l'établissement pour des comparutions judiciaires, des besoins médicaux ou pour assister aux funérailles en Belgique en cas de décès d'un membre de la famille jusqu'au deuxième degré inclus ne nécessitent pas une autorisation du juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse, mais l'établissement doit les en informer préalablement par voie de télécopie. Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, élargir cette règle à d'autres types de sorties;

- les types de sorties décrits dans le projet pédagogique que l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse communique au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse, avec mention des types d'encadrement par type de sorties, peuvent être interdits par le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse par décision motivée pour une ou plusieurs des raisons indiquées dans la loi. L'interdiction peut également ne porter que sur certains types d'activités et être liée à un encadrement insuffisant;

- les sorties, dans le cadre d'activités ne faisant pas explicitement partie du projet pédagogique de l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse, font l'objet d'une demande au cas par cas adressée au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse, qui précise le type d'encadrement prévu. La demande est faite au plus tard cinq jours ouvrables avant le début de l'activité. Le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse se prononce dans un délai de quatre jours ouvrables. Une copie de la demande est sans délai communiquée au ministère public par le greffe.

Il ressort des termes de la disposition qu'il ne s'agit pas de conditions liées à l'imposition de la mesure de placement, mais de conditions auxquelles est soumise la sortie de l'établissement, une fois prise la mesure de placement.

B.27.2. L'article 103 de la loi du 27 décembre 2006 complète dans le même sens l'article 6, § 2, de la loi du 1er mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction.

En vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi citée en dernier lieu, modifié par l'article 105 de la loi du 27 décembre 2006, l'appel contre une autorisation de sortie du centre est suspensif durant les quinze jours qui suivent l'acte d'appel.

B.28.1. Le premier moyen est pris d'une violation des règles répartitrices de compétence. Selon les parties requérantes, les dispositions attaquées violent l'article 5, § 1er, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.28.2. En vertu de l'article 5, § 1er, II, 6°, d), déjà mentionné, de la loi spéciale du 8 août 1980, la « détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction » constitue l'une des exceptions pour lesquelles l'autorité fédérale est compétente.

Cette disposition d'exception est le résultat d'un amendement qui visait à établir clairement que seule la détermination même des mesures pouvant être prises à l'égard des mineurs délinquants relevait de la compétence fédérale et que les modalités et l'exécution de ces mesures relevaient de la compétence des communautés (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n° 516/5, p. 4; *Ann.*, Chambre, S.E. 1988, 28 juillet 1988, p. 1351).

B.28.3. L'autorité fédérale est donc compétente pour définir le contenu des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction ainsi que les conditions auxquelles elles peuvent être prises, mais cette compétence ne s'étend pas à l'exécution de ces mesures.

Le législateur fédéral peut certes prévoir une mesure de placement et, le cas échéant, exclure ou limiter la possibilité de quitter l'établissement concerné, mais dès que la mesure a été prise, il n'appartient plus à l'autorité fédérale mais aux autorités communautaires d'exécuter cette mesure et, lorsque la mesure de placement n'a pas exclu ou limité les sorties, de définir les conditions auxquelles sont soumises les sorties de l'établissement.

B.28.4. Le premier moyen est fondé.

Le deuxième moyen, qui est pris à titre subsidiaire et qui ne pourrait mener à une annulation plus étendue, ne doit pas être examiné.

e) *Les garanties procédurales en matière de dessaisissement*

B.29. En vertu de l'article 57bis de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 21 de la loi du 13 juin 2006, le tribunal peut, par décision motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de poursuite si la personne déférée au tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction était âgée de seize ans ou plus au moment de ce fait et si le tribunal de la jeunesse estime inadéquate une mesure de garde, de préservation ou d'éducation.

B.30.1. Les parties requérantes considèrent, dans un premier moyen, que l'article 57bis de la loi viole les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou en combinaison avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles reprochent en particulier à cette disposition de permettre que des mineurs soient jugés comme des adultes et ce, en contrariété avec les dispositions visées au moyen.

B.30.2. La loi crée une chambre spécifique au sein du tribunal de la jeunesse qui applique le droit pénal commun et la procédure pénale commune (article 57bis, § 1er, de la loi). Les magistrats qui siègent en première instance et en appel au sein de ces chambres « seront choisis parmi ceux qui ont une formation ou une expérience reconnue en matière de droit de la jeunesse et de droit pénal » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/001, p. 25).

La comparution du mineur devant une chambre spécifique n'est toutefois possible que « si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un délit ou un crime correctionnalisable ». S'il s'agit d'un crime non correctionnalisable, le mineur comparait devant « la juridiction compétente en vertu du droit commun » (article 57bis, § 1er).

B.30.3. Le législateur a pu raisonnablement considérer qu'en raison même de sa composition, la chambre spécifique « misera intensivement sur la réintégration sociale » et

que « le droit pénal permet assez de nuances et d'alternatives pour pouvoir être adapté à la situation particulière de chaque jeune dessaisi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 55).

B.30.4. En revanche, aucune mesure équivalente n'a été prise lorsque le tribunal de la jeunesse s'est dessaisi d'un crime non correctionnalisable, ce qui amènera le mineur à comparaître en cour d'assises. Si, comme il fut déclaré au sujet de celle-ci, « vu sa composition spécifique, ce n'est pas possible d'y instaurer une chambre spécialisée », le législateur pouvait prendre des mesures particulières en ce qui concerne le jugement des mineurs.

B.30.5. Si, en vertu de l'article 150 de la Constitution, « le jury est établi en toutes matières criminelles », le législateur peut régler la composition de la cour d'assises qui fait actuellement l'objet des articles 119 à 122 du Code judiciaire en ce qui concerne le siège et de l'article 149 du même Code en ce qui concerne le ministère public. Le législateur pouvait insérer dans ces articles des dispositions qui garantissent que le mineur sera jugé par une juridiction comprenant des magistrats choisis parmi ceux qui ont la même formation ou la même expérience que ceux qui siègent dans la chambre spécifique prévue à l'article 57bis, § 1er, de la loi.

B.30.6. A défaut d'avoir prévu de telles dispositions, le législateur traite différemment les mineurs qui ont fait l'objet d'un dessaisissement selon qu'ils sont soupçonnés d'avoir commis un délit ou un crime correctionnalisable ou qu'ils sont soupçonnés d'avoir commis un crime non correctionnalisable. Si cette différence de traitement repose sur un critère objectif en ce que les infractions de la deuxième catégorie sont plus graves que celles de la première, ce critère, en ce qui concerne des mineurs, n'est pas de nature à justifier ce traitement différent.

B.30.7. Dans cette mesure, l'article 57bis viole les articles 10 et 11 de la Constitution. L'examen du moyen, en ce qu'il est pris de la combinaison de ces articles avec des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, ne conduirait pas à une autre conclusion.

B.30.8. L'article 57*bis*, § 1er, de la loi du 8 avril 1965 doit être annulé en ce qu'il dispose que « si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable », l'affaire est renvoyée au ministère public aux fins de poursuite devant la juridiction compétente en vertu du droit commun.

B.30.9. Afin de permettre au législateur d'adopter une nouvelle disposition qui remédie à l'inconstitutionnalité constatée en B.30.7, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, de maintenir les effets de la disposition partiellement annulée, ainsi qu'il est dit au dispositif.

B.31.1. Dans le second moyen, il est reproché à l'article 57*bis*, § 3, de violer l'exigence d'impartialité subjective et objective dans la mesure où il ne prévoit pas qu'un autre magistrat que celui qui a pris l'initiative de communiquer le dossier au procureur du Roi statuera sur le réquisitoire éventuel de dessaisissement.

B.31.2. Une bonne administration de la justice garantit au justiciable que sa cause soit entendue par un juge indépendant et impartial, comme l'exigent aussi les articles 5.4 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Ceci implique non seulement que le juge soit indépendant et impartial, mais aussi que cette indépendance et cette impartialité ne puissent raisonnablement être mises en doute.

B.31.3. Lorsque le juge de la jeunesse prend l'initiative de communiquer au parquet un dossier relatif à un mineur qui se trouve dans les conditions d'engager une procédure de dessaisissement, il ne tranche aucun point de droit, s'agissant seulement en l'espèce d'informer le procureur du Roi afin que ce dernier puisse traiter le dossier dans les plus brefs délais. La décision de dessaisissement, quant à elle, n'est pas une décision au fond, ayant pour seul objet de déterminer la juridiction compétente pour connaître de l'affaire. Cette décision, enfin, ne peut être prise qu'au terme d'un débat contradictoire.

B.31.4. Le moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.32.1. Dans la deuxième branche du moyen, il est reproché à l'article 57bis, § 4, de prévoir que le juge qui prononce le dessaisissement peut aussi ordonner le placement du mineur intéressé dans la section éducation d'un centre fédéral fermé pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et ce, à dater de la citation en dessaisissement. Les parties requérantes considèrent que cette disposition viole doublement la présomption d'innocence dans la mesure où c'est le juge qui se prononce sur le dessaisissement qui peut aussi ordonner le transfert susvisé et qu'en outre, le transfert peut s'opérer avant même que le juge se soit prononcé sur le dessaisissement.

B.32.2. L'exposé des motifs de la disposition attaquée explique la mesure de la manière suivante :

« Le mineur qui se trouve en section fermée d'une institution publique de protection de la jeunesse et qui fait l'objet d'une citation en dessaisissement pourra être transféré vers un centre fédéral fermé pendant la durée de la procédure en dessaisissement, et ce en fonction de circonstances particulières.

En effet, il y a lieu de constater qu'aujourd'hui, en raison du caractère de subsidiarité (pour manque de places) du placement en centre fédéral fermé, des jeunes se retrouvent au sein de ce centre alors qu'ils devraient bénéficier de l'encadrement pédagogique des IPPJ. De plus, le nombre de places disponibles dans les IPPJ varie de jour en jour.

Il y a donc lieu de mettre en œuvre un dispositif permettant de réserver prioritairement les places disponibles en IPPJ aux jeunes les plus réceptifs aux mesures éducatives.

Constitueront donc des circonstances particulières, le fait qu'un tel mineur ne puisse être admis dans une IPPJ par manque de place alors qu'y séjourne un jeune ayant fait l'objet d'une citation en dessaisissement.

Dans la même logique, au cas où le tribunal de la jeunesse aurait décidé de ne pas se dessaisir, il devra immédiatement être mis fin au placement du mineur en cours dans le centre fédéral fermé » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/001, pp. 23-24).

B.32.3. En ordonnant, par une décision spécialement motivée quant aux circonstances particulières, telles qu'elles sont explicitées dans la citation faite en B.32.2, que le mineur confié à une institution communautaire en régime éducatif fermé est transféré à la section

éducation d'un centre fédéral fermé, le juge ne méconnaît pas la présomption d'innocence et ne préjuge pas de la décision qui sera prise sur le dessaisissement.

B.32.4. Le moyen, en sa deuxième branche, n'est pas fondé.

B.33.1. Dans une troisième branche, il est reproché à l'article 57*bis*, § 5, de prévoir que c'est à dater du jour de la décision de dessaisissement que le mineur devient justiciable de la juridiction ordinaire et non plus, comme sous l'empire de l'ancienne législation, à dater du jour de sa condamnation par la juridiction pénale. Cette mesure violerait le principe d'égalité et de non-discrimination ainsi que le principe de la présomption d'innocence, puisqu'elle prive un mineur du bénéfice des mesures spéciales prévues pour les mineurs délinquants même si la juridiction pénale ordinaire prononçait ultérieurement un acquittement.

B.33.2. Le tribunal de la jeunesse ne peut décider d'un dessaisissement que si l'intéressé a déjà fait l'objet d'une ou de plusieurs mesures de garde, de préservation ou d'éducation ou d'une offre restauratrice ou s'il s'agit d'un fait majeur visé aux articles 373, 375, 393 à 397, 400, 401, 417*ter*, 417*quater* et 471 à 475 du Code pénal ou d'une tentative de commettre un fait visé aux articles 393 à 397 du Code pénal (article 57*bis*, § 1er, alinéa 1er).

B.33.3. Le tribunal de la jeunesse doit motiver le dessaisissement en fonction de la personnalité de la personne concernée, de son entourage et du degré de maturité de celle-ci (article 57*bis*, § 1er, alinéa 2). Il ne peut en principe se dessaisir qu'après avoir fait procéder à l'étude sociale et à l'examen médico-psychologique visés à l'article 50, alinéa 2 (article 57*bis*, § 2). En outre, il doit respecter une procédure stricte (article 57*bis*, § 3).

B.33.4. Enfin, la décision de dessaisissement suppose que le tribunal « estime inadéquate une mesure de garde, de préservation et d'éducation » (article 57*bis*, § 1er).

B.33.5. Dans ces conditions, le législateur a pu, sans violer ni le principe d'égalité ni la présomption d'innocence, considérer que, lorsque le tribunal prend une décision de dessaisissement à l'égard d'un mineur, les mesures spéciales prévues pour les mineurs se sont

révélées inopérantes et que ce mineur devient justiciable de la juridiction ordinaire dès que la décision de dessaisissement est devenue définitive.

B.33.6. Le moyen, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule

a) dans l'article 51, § 2, alinéa 3, de la loi du 8 avril 1965 « relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait », tel qu'il a été modifié par la loi du 13 juin 2006, les mots « l'intéressé ou »;

b) dans l'article 52, alinéa 6, de la même loi du 8 avril 1965, les mots « il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que »;

c) dans l'article 52^{quater}, alinéa 2, 1^o, de la même loi du 8 avril 1965, les mots « il existe des indices sérieux de culpabilité »;

d) les alinéas 3 à 6 de l'article 52^{quater} de la même loi du 8 avril 1965, remplacés par l'article 98 de la loi du 27 décembre 2006 « portant des dispositions diverses (II) »;

e) l'article 57^{bis}, § 1^{er}, de la même loi du 8 avril 1965, en ce qu'il dispose que « si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable », l'affaire est renvoyée au ministère public aux fins de poursuite devant la juridiction compétente en vertu du droit commun;

f) les articles 103 et 105 de la loi du 27 décembre 2006 « portant des dispositions diverses (II) », qui complètent l'article 6, § 2, de la loi du 1^{er} mars 2002 « relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction »;

2. rejette le recours pour le surplus, sous réserve de ce qui est mentionné en B.16.5;

3. maintient les effets de l'article 57^{bis}, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965, inséré par la loi du 13 juin 2006, de telle sorte qu'il pourra être appliqué jusqu'à l'adoption d'une disposition nouvelle et, au plus tard, jusqu'au 30 juin 2009.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 13 mars 2008.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

M. Melchior